RAPPORT D'ACTIVITÉ ET DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE

Eau • Propreté • Ingénierie • Travaux • Loisirs et Société

saur

LE GROUPE SAUR

EN FRANCE

À L'INTERNATIONAL

RÉTRO 2014

JANVIER-FÉVRIER-MARS

Démarrage de l'exploitation du service de production et de distribution d'eau potable de l'agglomération de Nevers (Nièvre, 18 000 abonnés) ● Nomination de Jérôme Le Conte, Président exécutif du groupe Saur ● Déploiement de Phœnix, projet de transformation numérique du Groupe ❶ ● Le syndicat de traitement des déchets ménagers de Vendée, Trivalis, choisit Coved comme concepteur, constructeur et exploitant de son centre de tri départemental.

❷

AVRIL-MAI-JUIN

Saur, attributaire de l'assainissement de Vitrolles (Bouches-du-Rhône, 8 000 abonnés) ● Coved remporte l'appel d'offres de modernisation et d'exploitation de l'unité de tri et de compostage de Châteauroux (Indre) ● Au travers de Saur Solidarités, mission de sécurisation de l'alimentation en eau potable du plus grand camp de déplacés de Bangui (Centrafrique) ❷ ● Stereau obtient l'extension de la station d'épuration de Manosque (Alpes-de-Haute-Provence, 54 000 p.e).

❶

JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE

Démarrage, pour Cise Réunion, de l'exploitation de l'eau potable de la Casud (Réunion, 55 000 abonnés) ❸ ● 5e Rencontres de la Vilaine, colloque scientifique organisé par Saur à l'usine de Férel (Morbihan) sur la thématique « Qualité de l'eau dans nos réseaux de distribution d'eau potable » ● Lancement de la nouvelle campagne de communication sécurité de Saur.

❸

OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE

Saur gère l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement de La Mecque (Arabie saoudite) pendant le pèlerinage annuel du Hajj (3 millions de pèlerins) ● Coved obtient le marché de gestion globale des déchets ménagers de l'île-de-Ré (Charente-Maritime, 18 000 habitants permanents, 150 000 l'été) 4 ● Saur inaugure le CPO de Lyon-Gerland (Rhône), qui rayonne sur 27 départements du Grand-Est et 1 600 collectivités partenaires 5 ● Coved réalise le lancement commercial de son centre d'expertise et de gestion des données Nodus, situé à Rillieux-la-Pape (Rhône) ● Cérémonie du 10e anniversaire de la présence de Saur en Arménie.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL 6

LA GOUVERNANCE 8

LE GROUPE SAUR EN 2014 12

DES MÉTIERS ANCRÉS SUR LES TERRITOIRES 14

LES PARTIES PRENANTES 16

LES ENJEUX RSE DU GROUPE 18

ASSURER QUALITÉ ET CONTINUITÉ DE SERVICE 20

PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU 26

PROTÉGER LES ÉCOSYSTÈMES AQUATIQUES 32

VEILLER À LA SANTÉ ET À LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE 38

RÉDUIRE ET VALORISER LES DÉCHETS 44

PROGRESSER POUR LES COLLABORATEURS 50

PERFORMANCES EXTRA-FINANCIÈRES 56

ÉDITORIAL

Partager avec les collectivités une vision cohérente du développement des territoires

Jérôme LE CONTE, Président exécutif du groupe Saur

Dans une époque de globalisation et de distanciation des rapports sociaux, le premier devoir d'une entreprise de service telle que la nôtre est d'exercer son activité « en proximité », dans la parfaite compréhension des enjeux sociétaux et environnementaux des territoires. Cette attitude prend plus de valeur encore, lorsqu'il s'agit d'exercer une mission de service public. Elle en devient le prolongement indispensable et traduit fidèlement l'attente des décideurs locaux.

Les décisions à prendre sont à la mesure des défis que les collectivités ont à relever pour développer durablement leurs territoires : conjuguer action économique et efficacité

environnementale dans un contexte de pression accrue sur les ressources, déterminer les priorités d'investissements à l'heure de la raréfaction de l'argent public, absorber les évolutions de la carte territoriale française, offrir aux administrés un service financièrement supportable, accessible à tous et en tous temps… On le voit, une multitude d'injonctions, parfois contradictoires, qui placent le groupe Saur au cœur du sujet.

Notre ADN s'exprime tout naturellement dans les territoires ruraux ou semi urbains, en apportant, dans chaque territoire, une égale qualité de service, une même attention aux besoins locaux et aux aspirations de leurs acteurs. C'est le reflet d'un comportement, d'un état d'esprit qui fait notre marque et caractérise l'engagement de nos 12 000 collaborateurs. Nos valeurs nous font préférer la proximité au gigantisme, l'humilité à l'arrogance, la transparence à l'opacité, le sur-mesure à la standardisation, l'innovation à la duplication. Ce sont ces mêmes valeurs qui nous guident lorsque de grandes métropoles étrangères ou des pays font appel à notre savoir-faire pour gérer leurs services.

Dans tous nos métiers, l'innovation tient un rôle majeur. C'est un puissant outil de différenciation et de progrès. Les dispositifs informatiques de contrôle, de pilotage et de visualisation, les gestions automatisées, les sécurisations de sites et de réseaux, les transferts de données en temps réel, les approches « smart grid », sont autant d'éléments pour le caractériser.

« Notre développement s'est construit avec celui des collectivités qui ont toujours été au cœur de nos activités et de nos préoccupations ».

Nos centres de pilotage opérationnel (CPO), en sont la plus parfaite illustration. Ces « tours de contrôle » réunissent, en une même unité de lieu et de temps, les fonctions de planification, d'expertise, et de relation client indispensables à la parfaite exécution de nos missions. Ils constituent aussi une avancée majeure dans l'organisation du travail de nos agents ainsi que dans la promotion de nouvelles qualifications, dans la qualité et la rapidité du service rendu, le tout en totale transparence et en lien constant avec les élus.

La création, plus récente, de Nodus, le centre d'expertise et de pilotage des déchets à l'échelle d'un territoire, procède de la même démarche. C'est une démonstration de plus de notre faculté d'adaptation, que traduit aussi la mutation digitale à grande échelle de notre Groupe.

Nous avons une conscience exacte de notre place, de notre responsabilité à l'égard des autorités publiques, des élus et des usagers. La confiance qui nous est accordée porte nos ambitions. Celle d'accompagner, du mieux possible, le développement et la structuration des territoires. Celle aussi d'offrir à chaque habitant un égal accès à un service public efficace et de qualité.

LA GOUVERNANCE

La gouvernance de l'entreprise, au travers des deux organes que sont le conseil de surveillance et le comité exécutif, poursuit un objectif de performance responsable du Groupe. En s'attachant à rendre compatibles les intérêts de l'ensemble des parties prenantes, elle vise à instaurer une confiance durable entre dirigeants et actionnaires, collaborateurs et parties externes à l'entreprise (clients, fournisseurs, acteurs des territoires).

Le conseil de SURVEILLANCE

Le conseil de surveillance de Hime (holding du groupe Saur) est présidé depuis juillet 2013 par Jean-Pierre Rodier. Composé de dix membres, dont quatre membres indépendants et un représentant des salariés, il délibère sur la stratégie générale du Groupe et exerce un contrôle sur chacun des métiers de l'entreprise.

Le conseil de surveillance est assisté de trois comités spécialisés : un comité d'audit, un comité des nominations et des rémunérations et un comité des investissements et de la stratégie.

Le comité d'audit

Le comité d'audit assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières, notamment :

- du processus d'élaboration de l'information financière du Groupe, des comptes annuels et des comptes consolidés,
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques,
- du suivi des conditions et termes financiers des grands contrats commerciaux,
- de la cartographie des risques.

Chaque comité est composé de trois membres.

Conseil de surveillance

Le comité des nominations et des rémunérations

Le comité des nominations et des rémunérations est notamment chargé de formuler un avis sur la nomination des membres du comité exécutif. Il intervient également dans la détermination et le contrôle de la rémunération des dirigeants.

Le comité des investissements et de la stratégie

Le comité des investissements et de la stratégie a pour mission d'examiner annuellement pour le Groupe les orientations stratégiques et les priorités définies par le président ainsi que le budget annuel. Il évalue puis valide ou non les propositions d'investissement qui lui sont soumises. Il analyse et propose des recommandations sur des décisions importantes et stratégiques présentées par le président requérant l'accord du conseil de surveillance.

RESPECT DE L'ÉTHIQUE

NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL

Le groupe Saur est signataire depuis 2003 du Pacte mondial des Nations Unies. Il s'engage ainsi à soutenir et à promouvoir, au sein de sa sphère d'influence, les dix principes universels du pacte mondial en faveur des droits de l'Homme, des normes du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Le Groupe a réaffirmé en 2014 sa responsabilité et ses valeurs fondatrices en formalisant une charte éthique. La charte vise, dans le respect des lois et des règlements applicables, à édicter un socle de règles communes qui doivent guider les collaborateurs du Groupe dans la conduite de leurs pratiques professionnelles et de leurs relations avec les actionnaires, les clients et consommateurs, les fournisseurs et sous-traitants ainsi que la société civile.

Le Groupe s'attache à œuvrer contre la corruption dans tous les pays dans lesquels il intervient. Au-delà de l'intégration systématique de la clause anti-corruption de l'OCDE dans ses contrats d'intermédiaires commerciaux, le Groupe organise des formations relatives au droit de la concurrence destinées prioritairement aux collaborateurs en charge de la gestion de contrats, toutes fonctions confondues (commerciales, financières, ressources humaines…).

Conscient des risques liés à la concurrence, à sa position d'interface entre le public et le privé et aux zones géographiques d'intervention, le Groupe s'est doté en parallèle de la charte éthique d'un « dispositif d'alerte professionnelle ». Il permet à chaque collaborateur de signaler, de manière parfaitement confidentielle, d'éventuels dysfonctionnements dans l'entreprise. Le dispositif répond à des conditions d'encadrement précises et s'applique dans les quatre domaines suivants : financier, comptable ou de lutte contre la corruption - pratiques anticoncurrentielles - santé, hygiène et sécurité au travail - protection de l'environnement.

Le responsable « éthique et déontologie » du Groupe veille à la bonne application de la charte et instruit les alertes professionnelles. Il exerce sa mission en toute indépendance, s'appuie sur l'ensemble des directions, fonctionnelles ou opérationnelles, et rapporte directement au président exécutif du Groupe.

La charte éthique et le dispositif d'alerte associé ont été présentés aux instances représentatives du personnel puis communiqués à tous les collaborateurs. La charte est disponible sur le site internet du Groupe en version française et anglaise.

Le comité EXÉCUTIF

Présidé par Jérôme Le Conte depuis janvier 2014, le comité exécutif est l'instance de réflexion, de concertation et de décision qui détermine les orientations du Groupe afin d'assurer son développement dans l'hexagone et à l'international.

1

2

3

5

6

7

9

10

1
Jérôme Le Conte
Président exécutif

2
Xavier Boulat
Directeur financier Groupe

3
Arnaud Dillenschneider
Directeur des ressources humaines Groupe

4
Michel Fourré
Directeur international

5
Sylvain Joannon
Directeur général Coved

6
Roland Morichon
Directeur général Eau France

7
Didier Paris
Directeur des affaires publiques et de la communication Groupe
Responsable éthique et déontologie

8
Denis Reboul
Directeur général Stereau
Président Cise TP

9
Frédéric Renaut
Directeur smart technologies Groupe

10
José-Luis Rubio
Directeur Espagne

11
Bénédicte Souplet
Directrice juridique Groupe

12
Rémi Usquin
Directeur stratégie et prospective Groupe
Directeur général Loisirs et Société

LE GROUPE SAUR EN 2014

Eau et assainissement

- Production, traitement, distribution et gestion de services d'eau potable
- Collecte et traitement d'eaux usées et de sous-produits d'épuration
- Gestion d'eaux industrielles
- Gestion d'eaux de baignade

Propreté

- Collecte, tri, recyclage et compostage
- Services aux industriels
- Stockage de déchets et production d'énergie verte par valorisation du biogaz
- Propreté urbaine

Ingénierie

- Ingénierie et construction d'usines de traitement des eaux usées et d'usines de production d'eau potable
- Assistance à l'exploitation, management de projets

Travaux

- Pose, réhabilitation et entretien de canalisations
- Contrôle de réception de réseaux neufs et diagnostic de réseaux anciens

Loisirs et Société

- Gestion de golfs
- Gestion de campings, bases de loisirs et plages
- Gestion et construction de crématoriums

COLLABORATEURS

6 500	2 800	600	800	1 300
Eau France	Propreté	Ingénierie Travaux	Loisirs et Société	International

12 000
collaborateurs

1,7 MILLIARD €
de chiffre d'affaires

18 MILLIONS
d'habitants desservis

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le groupe Saur contribue au développement économique des territoires par le partage de la valeur créée par ses activités.

PARTAGE DE LA VALEUR

DES MÉTIERS ANCRÉS SUR LES TERRITOIRES

Le Groupe se positionne comme un partenaire de confiance des collectivités pour les accompagner dans la gestion des services publics dont elles ont la charge.
Ses métiers participent directement à la préservation de l'environnement et du cadre de vie des citoyens, gage d'attractivité des territoires. Le Groupe veille à proposer à ses clients des prestations et des solutions adaptées à chaque contexte, permettant à la fois de **maîtriser son empreinte sur l'environnement** - préservation des ressources et prévention des pollutions, valorisation matière et énergie dans une logique d'économie circulaire - et de **contribuer à la vie économique locale**.
Acteur de proximité, le Groupe **favorise les achats** auprès d'acteurs **locaux** - il réalise 98 % de ses achats auprès de fournisseurs nationaux - et **emploie** l'ensemble de ses collaborateurs sur le territoire national d'implantation. Ces femmes et ces hommes déclinent au quotidien l'une des valeurs clés de l'entreprise : le **sens du service**.

EMPREINTE TERRITORIALE 2014 DU GROUPE SAUR (France et international)

Déchets collectés
47 centres de tri et de valorisation
Emprise au sol
15 centres de stockage
DÉCHETS
400 000 t de matières valorisées
30 000 t de compost produit
60 000 MWh d'énergie produite
Principaux flux des métiers du Groupe sur les territoires
Prélèvements
Restitutions (matière, énergie, services, économie)
Sites et ouvrages exploités par le Groupe
7 000 cérémonies funéraires
300 000 clients accueillis
100 000 campeurs amenés à visiter le territoire
Emprise au sol
9 sites funéraires
52 golfs
140 campings
LOISIRS ET SOCIÉTÉ

LES PARTIES PRENANTES

Dans un contexte complexe mêlant des enjeux économiques, environnementaux et sociétaux, le dialogue avec les parties prenantes constitue un élément clé de la démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise.

Par une meilleure connaissance mutuelle et **une compréhension commune des enjeux de chacun**, les échanges entre Saur et ses parties prenantes (groupes de travail, partenariats…) instaurent un climat de confiance favorable à l'émergence de **réponses partagées et appropriées** à chaque contexte.

Cette démarche se place **dans la durée**. Elle repose sur l'implication de l'ensemble des collaborateurs du Groupe qui sont, chacun dans leur sphère de responsabilité, au contact régulier de parties prenantes locales.

Écouter et impliquer les COLLABORATEURS

Le dialogue s'articule autour des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (250 membres) et des comités d'entreprise (1 000 représentants du personnel). Ils ont contribué en 2014 à l'établissement de plus de **20 accords** d'entreprise. Parallèlement, l'entreprise communique avec l'ensemble de ses collaborateurs via son intranet et son réseau social. Dans le cadre du projet de **transformation numérique du Groupe** lancé en 2014, une centaine de collaborateurs, répartis en une dizaine de groupes de travail, débattent de l'organisation et de l'évolution des métiers [1].

Échanger avec les CLIENTS

Afin de **partager la vision** des enjeux actuels et émergents de chaque territoire, et **d'élaborer des solutions** sur-mesure garantissant la satisfaction du client, le Groupe initie des rencontres régulières. Au-delà des contacts naturels de proximité noués au quotidien, les collaborateurs du Groupe ont accueilli en 2014 leurs clients à l'occasion de salons professionnels (Hydrogaïa, Pollutec 2, Salon des maires), lors de visites et d'inaugurations comme celles du CPO de Lyon-Gerland 3 et du centre d'expertise Nodus de Coved 4 ou le démarrage des travaux de la station d'épuration de Glasgow-Dalmuir (Écosse), et sont allés à la rencontre de responsables politiques comme en Arménie 5.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

Entretenir la proximité avec les CONSOMMATEURS et USAGERS

Le Groupe s'attache à apporter une **haute qualité d'accueil** et de relation et met à disposition différents canaux d'échange : sites internet, plateformes d'appel internes basées sur le territoire national 6 et bureaux d'accueil 7. Les interventions chez les particuliers sont également des moments d'échange privilégiés 8.

Il veille de plus à **élargir** les occasions de **créer du lien** local en participant ou en organisant différents évènements comme la semaine du développement durable de Brive 9, le défi inter-entreprises de Saumur 10 ou la visite de la station d'épuration de Lyon-Saint-Fons par les jeunes de l'association Sport dans la ville 11.

Co-construire avec les PARTENAIRES

Avec ses **fournisseurs**, le Groupe vise des relations pérennes et équitables et utilise ses CPO comme vitrine technologique mettant en valeur leurs produits 12. Il s'engage au sein de **fédérations** professionnelles et de **pôles de compétitivité**, échange avec des **entreprises** et tisse des partenariats avec des **experts** publics et privés ou des associations. En 2014, il a organisé les 5es rencontres de la Vilaine, lieu d'échange sur l'eau et les polluants émergents 13. Attentif à la gestion des risques, il participe à des exercices de crise en collaboration avec la **sécurité civile**, comme l'exercice Loire alerte mené en 2014 14. Par l'intermédiaire de son fonds de dotation Saur Solidarités, le Groupe accompagne des projets liés à ses métiers, portés par des **ONG** 15.

LES ENJEUX RSE DU GROUPE

Au fil des années, le groupe Saur fait évoluer sa politique de responsabilité sociétale dans une approche proactive de gestion des risques et des impacts de ses activités sur ses parties prenantes.

Les enjeux RSE du Groupe, initialement identifiés de manière empirique, puis de manière exhaustive sur la base d'une auto-évalution suivant les thématiques de la norme Iso 26 000, sont aujourd'hui hiérarchisés par une analyse de matérialité.

Celle-ci permet de prioriser les enjeux en fonction de leur impact sur la capacité de l'entreprise à créer de la valeur et des attentes exprimées par les parties prenantes de l'entreprise.

Matrice de MATÉRIALITÉ

L'établissement de la matrice de matérialité des enjeux du Groupe est l'aboutissement d'un processus méthodologique en trois étapes :

- Identification, sélection et définition précise des enjeux environnementaux, sociaux, sociétaux et de gouvernance pertinents pour l'entreprise, à partir des lignes directrices de la norme Iso 26 000, des profils sectoriels établis par des organisations de référence (GRI, SASB), des sollicitations de nos clients, ainsi que de la veille réglementaire et professionnelle, notamment en matière de risques émergents.
- Enquête auprès d'un échantillon représentatif de parties prenantes du Groupe afin de recueillir leurs attentes vis-à-vis du positionnement de Saur sur ces enjeux. Les résultats de ces entretiens, consolidés avec les exigences réglementaires liées à nos métiers, déterminent la notation des « attentes des parties prenantes ».
- Cotation interne, pour chacun des enjeux, des impacts - risques et opportunités - en termes d'image, de développement et de performance économique directe. La consolidation des notations permet d'évaluer « l'impact sur l'activité du Groupe ».

Cette matrice, élaborée en 2013, a permis de mettre en exergue les **enjeux RSE prioritaires** sur lesquels le Groupe doit porter ses efforts. Ils correspondent aux attentes les plus fortes des parties prenantes et aux impacts les plus significatifs sur la performance de l'entreprise.

L'analyse de matérialité, menée dans un premier temps de manière globale pour le groupe Saur, a été complétée en 2014 par l'identification des **enjeux ayant une importance plus élevée** pour certaines **entités** du Groupe, du fait de spécificités liées à nos divers métiers et pays d'implantation.

Les flèches de tendance matérialisent les enjeux ayant une importance plus élevée pour certaines entités :

- Utilisation ressource eau, impacts changement climatique : Espagne, Arabie saoudite
- Gaz à effet de serre : Propreté
- Nature et paysage : Propreté, Loisirs & Société
- Sécurité et conditions de travail : Arabie saoudite
- Développement des compétences : Arménie, Arabie saoudite

Parallèlement, la veille sur les **enjeux RSE émergents** a conduit à un repositionnement de l'enjeu « protection des données informatiques », à la fois en matière d'intérêt des parties prenantes et d'impact sur l'activité du Groupe.

Enjeux PRIORITAIRES

Le socle commun d'action et de reporting extra-financier pour l'ensemble du Groupe est concentré sur les **six enjeux prioritaires** déterminés par l'analyse de matérialité. De par les activités du groupe Saur, ils sont logiquement très liés à ses métiers et à ses missions de service public.

ASSURER QUALITÉ ET CONTINUITÉ DE SERVICE

18 MILLIONS d'usagers

2014 : 8e centre de pilotage opérationnel Saur en France

Le Groupe veille à apporter à l'ensemble de ses clients, en France comme à l'international, un haut niveau de qualité de service. Il s'appuie pour cela sur ses collaborateurs, au contact quotidien des clients collectivités, industriels et particuliers, mais également sur les nouvelles technologies et des systèmes d'information innovants et performants.

Efficience des SERVICES AU QUOTIDIEN

Vigilance et service optimisé 7/7

Pour garantir aux collectivités locales un service public toujours plus performant, Saur a poursuivi le déploiement de ses **centres de pilotage opérationnel** (CPO), clé de voûte de l'organisation Néau 2015 du pôle Eau. En 2014, Saur a inauguré aux Antilles son 8e CPO et modernisé ses deux centres les plus anciens en métropole : Lyon-Gerland (Rhône) et Serris (Seine-et-Marne) accueillent désormais deux CPO de nouvelle génération. Outils technologiques et organisationnels novateurs, les CPO assurent une surveillance 24h/24 du fonctionnement des installations d'eau et d'assainissement. Grâce à l'expertise centralisée des données collectées, ils permettent d'optimiser en temps réel la gestion du service et de proposer aux collectivités les actions d'amélioration de leur patrimoine.

Afin d'enrichir les informations remontées aux CPO, Saur expérimente avec ses partenaires les dernières technologies de capteurs à même de rendre les réseaux et les équipements plus **intelligents** et plus **communicants**. En parallèle, de nouveaux **outils de mobilité** sont mis à disposition des collaborateurs pour accroître l'efficacité des interventions sur le terrain.

CPO Saur :
votre eau sous contrôle
lien vers la vidéo

Après une couverture complète des activités « Eau et Assainissement » en France, et l'implantation de CPO à l'international-notamment en Pologne, en Arabie saoudite et en Arménie - le Groupe a franchi une nouvelle étape en **2014** en installant à Rillieux-la-Pape (Rhône) son premier **centre Nodus** d'expertise et d'assistance à l'exploitation pour les services de **propreté**. Opérationnel dans une première étape pour le suivi et l'optimisation des collectes de déchets équipées de puces RFID et d'un système GPS, Nodus a également pour vocation de centraliser et d'analyser les données d'exploitation et les alertes des installations de traitement afin d'optimiser leur maintenance et leur fonctionnement.

Le centre d'expertise
Nodus
lien vers la vidéo

Attachement aux valeurs humaines

Fort de 12 000 collaborateurs qui œuvrent au quotidien avec professionnalisme sur les territoires, le Groupe attache une haute importance à la **proximité** et à la qualité des relations humaines. Un engagement qui se décline dans tous les métiers du Groupe avec une résonnance spécifique au sein du pôle « Loisirs et Société ».

Positionné sur des « campings à taille humaine », Flower Campings favorise la **convivialité** et l'ancrage local, tout en proposant à ses hôtes une garantie de qualité et de confort. Flower a élaboré en 2014 son propre référentiel qualité intégrant les critères identitaires de la marque, parmi lesquels un accueil chaleureux et personnalisé, et s'engage vers la certification « Qualité Tourisme » pour l'ensemble de ses campings.

Déterminé à faciliter l'**accès** du plus grand nombre au golf, Blue Green organise chaque année des journées portes ouvertes et offre une fois par mois depuis 2015 des initiations gratuites pour tous.

Les collaborateurs d'Atrium créent pour leur part des relations de **confiance** avec les familles qu'ils accompagnent dans l'organisation des cérémonies funéraires et veillent à garantir discrétion et disponibilité.

Rose@ AU SERVICE DES DÉCHETS RÉTAIS

La gestion du service public des déchets sur les territoires littoraux et touristiques est soumise à des contraintes de fortes variations saisonnières. Sur l'Île de Ré (Charente-Maritime), où la population passe de 18 000 habitants permanents à 150 000 résidents pendant la saison touristique, ces contraintes étaient au cœur des préoccupations de la communauté de communes pour le renouvellement du marché de gestion globale des déchets ménagers de l'île, attribué fin 2014 à Coved.

11 000 tonnes/an de déchets ménagers collectés

1 000 tonnes/an de collecte sélective

1 900 tonnes/an de verre collecté

700 tonnes/an de journaux - magazines collectés en PAV

Gestion des **5 déchèteries** du territoire et du **centre de transfert**

Afin d'assurer le meilleur service en toute saison au territoire rétais, Coved a construit une offre sur mesure qui concentre innovation organisationnelle et technologique. Baptisée « Rose@ » en référence à la rose trémière emblématique de l'île, l'offre de Coved est résolument tournée vers la performance opérationnelle avec la mise en œuvre de systèmes de suivi modernes couplés à un pilotage intelligent : suivi GPS des tournées en temps réel, suivi des taux de remplissage des points d'apport volontaire (PAV) avec télérelève, système de pesée dynamique pour les professionnels ou gros producteurs de déchets (restaurateurs, campings…).
Les données d'exploitation sont remontées vers le centre de supervision Nodus et analysées par les experts de Coved pour optimiser les dispositifs sur le terrain et garantir un service de qualité, efficace et réactif.

L'ensemble des données consolidées est mis à disposition de la collectivité via un portail dédié et accessible 24h/24 « Rose@ 2.0. », garantissant le partage de l'information et une totale transparence sur les performances du service.

Au plus près des usagers, Coved propose la réception de nouveaux flux originaux en déchèteries - balles de tennis, coquilles d'huîtres, bouchons plastiques - qui rejoindront des filières solidaires de valorisation. En matière de communication, une application smartphone en cours de développement offrira aux usagers un service complémentaire pour géolocaliser la déchèterie ou le point d'apport volontaire le plus proche et connaître les fréquences ou horaires de collecte.

Entré en vigueur en février 2015, ce nouveau marché marque la capacité de Coved à construire des solutions sur mesure pour accompagner les collectivités dans une dynamique de progrès durable.

INTERVENTIONS SMART AVEC MOBI+

L'accès à l'information en mobilité et en temps réel est déterminant pour accroître l'efficacité des interventions. Avec Mobi+, nouvel outil de mobilité déployé dans le cadre du projet Phoenix, les agents du pôle Eau disposent désormais d'une information plus riche et plus ergonomique, en lien permanent avec les CPO : navigation simplifiée dans les plannings, visualisation cartographique des ouvrages, des interventions en cours ainsi que de l'historique des interventions.

Parallèlement, des fonctionnalités nouvelles permettent aux agents de générer des comptes rendus plus fournis, étayés de photos ou de vidéos. Autant de remontées terrain à plus forte valeur ajoutée qui contribuent à optimiser le service et enrichir les informations partagées avec les collectivités.

CAPACITÉ À RÉAGIR en situation de crise

La gestion de crise ne s'improvise pas, elle s'**anticipe**. Afin de garantir l'efficacité des actions menées en situation d'urgence, le Groupe s'appuie sur des **procédures** de gestion de crise, des **moyens techniques** et une **expertise** centralisés au sein des CPO. Ces outils sont régulièrement testés au cours d'**exercices** ou utilisés en situations réelles. En 2014, le Groupe a géré plus d'une crise par semaine, dont près de la moitié liée à des évènements naturels exceptionnels, essentiellement climatiques. Les équipes ont œuvré 24h/24 à plusieurs reprises pour réparer les dégâts dus à des tempêtes ou des inondations ou pour remédier, en quelques heures, à une défaillance matérielle.
Le Groupe met par ailleurs ses outils et son savoir-faire **à disposition des collectivités** lors d'**évènements sensibles** tels que les commémorations du débarquement - 19 chefs d'État et un millier de vétérans - à Ouistreham (Calvados) en juin 2014 où les équipes de Saur se sont mobilisées pour prévenir tout incident sur le service de l'eau. Il s'engage également aux côtés des SDIS en matière de schéma communal de **défense incendie**.

La RELATION CLIENT à l'heure digitale

Transparence envers nos clients collectivités

Le groupe propose aux collectivités un **outil de communication interactif**, accessible 24h/24 : e-collectivité. Il offre une visualisation des données techniques du contrat, des indicateurs de performance, des incidents, des réclamations et des interventions réalisées au travers d'**interfaces géo localisées**, en lien avec les données centralisées par les CPO.

En France, **764** contrats e-collectivité répartis sur **553** collectivités

Afin de faciliter l'**accès aux rapports annuels du délégataire**, le Groupe a développé, en 2014, la génération de rapports **numériques** qui seront mis à disposition des collectivités françaises dès 2015. En Arménie, où Saur intervient sous la forme de management contract, des rapports spécifiques sont publiés chaque trimestre sur le site internet d'Armenian Water (AWSC).

Une offre multicanal pour les consommateurs et usagers

Le groupe Saur s'attache à proposer des **solutions de communication diversifiées et adaptées** à chaque contexte, en France comme à l'international, quels que soient ses métiers :

- un site internet adapté aux handicaps visuels et auditifs, dédié aux clients consommateurs en France,
- une plateforme téléphonique centralisée en Arménie, couplée à une gestion numérique des relevés de compteurs d'eau, transmis par les consommateurs par SMS ou sur le site internet, accompagnés d'une photo du compteur,
- des bureaux virtuels pour chaque province en Espagne, et des QR codes sur les factures qui permettent aux clients d'effectuer leur règlement depuis un smartphone,
- des portails de réservation en ligne pour les activités de loisirs : réservations en temps réel au meilleur prix pour les parcours de golf Blue Green, offres adaptées à chaque client, et partages d'avis depuis 2014 pour les campings Flower.

Dans tous les cas, le Groupe apporte une vigilance particulière à la protection des données.

Parallèlement, Saur offre un service de proximité pour ses clients consommateurs avec, en France, 105 points d'accueil clientèle répartis sur 58 départements.

PERFORMANCE et SAVOIR-FAIRE RECONNUS à l'international

Exportée hors des frontières françaises, l'expertise du Groupe a de nouveau été reconnue en 2014.
En **Pologne**, SNG a reçu la « médaille européenne » du Business Center Club pour la qualité de l'eau distribuée à Gdansk et Sopot et a obtenu le contrat de maintenance des réseaux d'eau du Port Nord de Gdansk.
En **Arabie saoudite**, MaSa, qui opère depuis 2011 à Jubail, s'est vu confier l'exploitation des services d'eau et d'assainissement de la ville industrielle de Yanbu.

Le 10e anniversaire de Saur en **Arménie** a été l'occasion de revenir sur l'amélioration de la durée moyenne de desserte en eau, passée de 6 à 18h/j entre 2004 et 2014. Saur a par ailleurs étendu en 2014 son périmètre contractuel aux villes de Vanadzor, Gyumry et Armavir.

EN ARMÉNIE, l'eau n'est désormais plus un bien rare et se paye à son juste prix

Patrick LORIN - Directeur général de Saur Sevan Services

Qualité et continuité de service, quels sont les enjeux de l'alimentation en eau potable en Arménie ?

Indiscutablement, les priorités des dernières années ont porté sur l'amélioration de la durée de desserte journalière en eau et la qualité de l'eau distribuée.
Saur Sevan Services est présent en Arménie depuis 2004 et assure, dans le cadre d'un management contract, les services de distribution d'eau et d'assainissement sur la majeure partie du territoire arménien. Au démarrage du contrat, la distribution de l'eau n'était assurée en moyenne que 6 heures par jour et de nombreuses villes n'avaient accès à l'eau que 2 fois par semaine. Un service réduit au minimum avec des infrastructures à l'abandon.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Un vaste programme d'investissements, coordonné et géré par Saur Sevan Services pour Armenian Water, a permis la réhabilitation des réseaux. La durée d'alimentation en eau des foyers est désormais de 18 heures par jour en moyenne sur le territoire, la qualité de l'eau potable est conforme aux normes européennes et 100 % de l'eau distribuée a subi un traitement de désinfection.
L'Arménie est un pays montagneux ce qui nous a permis, par ailleurs, de substituer aux installations mécaniques vieillissantes de nouveaux réseaux de distribution gravitaires, les installations de pompage restantes ayant été modernisées. Notre dépense énergétique a été réduite de 40 %.

Qu'en est-il de la relation clients ?

Il faut se rappeler qu'en 2004, au début de notre contrat, seuls 20 % des foyers réglaient une facture d'eau et 40 % seulement des branchements particuliers étaient équipés d'un compteur. Il nous a fallu établir progressivement une relation clients et instaurer une relation de confiance. En 2011, nous avons ouvert notre centre d'appels centralisé, qui a contribué à la professionnalisation de notre relation de service avec les clients, mais aussi avec les collectivités locales. Pour renforcer notre proximité avec les consommateurs et faire accepter de « payer l'eau », nous organisons tous les deux mois une loterie relayée par la télévision nationale. Un tirage au sort des relevés de consommation adressés par les clients permet à l'heureux élu de gagner 500 US dollars.

Quels sont vos projets à venir ?

Au-delà de l'amélioration de la desserte en eau et des investissements réalisés au titre de la gestion patrimoniale, nous poursuivons d'ici le terme du contrat en 2016 le développement de notre nouveau centre de pilotage opérationnel et des outils associés de collecte et d'analyse des données pour optimiser la gestion et la performance du service.

saur

PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU

40 000 fuites réparées par an

2014 : nouvelle génération de télérelève des compteurs

L'eau est une ressource fragile, soumise à des tensions croissantes. Cette fragilité exige d'en assurer une utilisation plus efficiente pour prévenir les risques de conflits d'usages. Dans ses activités, le groupe Saur veille à optimiser ses prélèvements en eau et s'attache à développer des voies alternatives d'approvisionnement telles que la réutilisation des eaux usées traitées ou le dessalement d'eau de mer.

ÉCONOMISER la ressource en eau

Optimiser la performance du service public de l'eau

La **réduction des fuites** sur les réseaux d'eau potable constitue un enjeu prioritaire des services publics d'eau pour maîtriser les prélèvements sur la ressource et améliorer l'efficacité énergétique du service. Elle nécessite la mise en œuvre conjointe d'actions d'exploitation et d'investissements pour la réhabilitation des canalisations les plus vétustes ou fragiles.

Le groupe Saur met en œuvre depuis de nombreuses années des moyens techniques et organisationnels pour améliorer le **rendement** des 180 000 km de réseaux de distribution d'eau gérés dans le cadre de délégations de service public. L'évolution des **technologies communicantes** ouvre la voie au développement de solutions intelligentes permettant un pilotage plus précis et plus réactif des réseaux. Avec la technologie EAR - **écoute active des réseaux** - Saur propose depuis 2014 aux collectivités un système de recherche de fuites utilisant des capteurs hydrophones communicants plus performants. Complémentaire aux outils traditionnels de sectorisation et de pré-localisation de fuites, cette technologie assure une surveillance optimale des réseaux.

En Espagne, l'instrumentation du réseau de la municipalité de Tembleque a permis une gestion efficace des surpressions à l'origine de nombreuses fuites, tout en maintenant la qualité de service. L'amélioration des performances du réseau s'est traduite par une augmentation significative du rendement passant de 65 à 77 %, une économie d'énergie de 40 % et une réduction des incidents sur le réseau de 35 %.

Rendement des réseaux
(Saur - France & international)
2014 : **78 %**

Parallèlement, le déploiement de compteurs intelligents permettant la **télérelève** à distance des consommations offre des opportunités pour un meilleur suivi de la demande en eau et des rendements de réseaux. Le consommateur peut, pour sa part, mieux maîtriser sa consommation et être alerté en temps réel en cas de fuites. Riche de ses 15 ans d'expérience, Saur développe aujourd'hui une nouvelle génération de télérelève basée sur des protocoles de communication normalisés et interopérables avec les différentes techniques du marché, offrant une solution pérenne aux collectivités. Le déploiement de cette nouvelle technologie a débuté en 2014 sur 6 000 compteurs à Belle-Ile-en-Mer (Morbihan).

Complémentaire aux actions relevant de l'exploitation, la **gestion patrimoniale** des réseaux apporte une vision prospective pour optimiser les renouvellements de conduites. Elle représente un enjeu économique et environnemental pour les collectivités propriétaires des ouvrages, et répond aux exigences réglementaires du Grenelle 2 qui impose l'établissement d'un descriptif des réseaux assorti d'un plan d'action pour réduire les pertes en eau lorsque celles-ci dépassent les seuils fixés. Pour renforcer sa capacité à accompagner les collectivités dans la **priorisation** de leurs investissements, Saur a acquis en 2014 un nouveau logiciel d'analyse multicritères des données patrimoniales. Il permettra, dès 2015, une **restitution cartographique** des canalisations prioritaires à renouveler facilitant l'aide à la programmation pluriannuelle des travaux.

CONTRATS D'EAU POTABLE GÉRÉS PAR SAUR EN FRANCE

Taux de contrats avec un rendement de réseau supérieur au seuil réglementaire Grenelle 2

82 % 2012

85 % 2013

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale (arrêté du 2/12/2013)

106/120 2013

107/120 2014

Sudéau PRÉSERVER L'EAU POUR PRÉSERVER DEMAIN

Dans le cadre de la réorganisation territoriale des collectivités, la CaSud (communauté d'agglomération du Sud de la Réunion) s'est dotée des compétences eau et assainissement pour une gestion optimisée du service intercommunal. Confrontée à une disponibilité de la ressource en eau insuffisante à certaines périodes de l'année ainsi qu'à de nombreuses fuites sur le réseau réparties sur un territoire à fort dénivelé topographique, elle a fait le choix de s'associer à un partenaire privé pour améliorer l'efficacité de l'alimentation en eau potable.

- L'optimisation des volumes prélevés, en veillant à réduire les pertes en eau sur les réseaux. L'amélioration du rendement est obtenue par des actions complémentaires associant la modélisation hydraulique, le renouvellement de canalisations et de branchements, la pose de réducteurs de pression supplémentaires, le renforcement de la sectorisation existante et la mise en place de différentes techniques de recherche de fuites utilisant notamment des sondes hydrophones communicantes d'écoute active des réseaux.

125 000 habitants
desservis, répartis sur 4 communes
(L'Entre-Deux, Saint-Joseph, Saint-Philippe, Le Tampon)

1100 km
de réseau, sur une topographie complexe de 0 à 1 400 m d'altitude

Rendement de réseau de **63 %**
au démarrage du contrat (pour un rendement Grenelle seuil de 71 %)

Déjà implantée sur les communes du Tampon et de l'Entre-Deux, Cise Réunion, filiale locale de Saur, a conçu une offre adaptée à ce contexte d'exploitation particulier, visant une maîtrise complète des prélèvements et des pertes en eau sur l'adduction et les réseaux de distribution. Cette offre a donné naissance le 1er juillet 2014 à « Sudéau », société dédiée au partenariat entre la CaSud et Cise Réunion. Son action se structure autour de :

- L'optimisation de la gestion des captages d'eau pour limiter la vulnérabilité des ressources souterraines aux intrusions parasites d'eau de mer. Le procédé innovant utilisé, développé par la société ImaGeau, est dérivé des techniques de recherche pétrolière. Il permet, par l'intermédiaire de capteurs spécifiques, une gestion active de la nappe en fonction de la caractérisation des masses d'eaux.
- La centralisation et l'analyse des données de supervision des installations par les experts du nouveau CPO installé au Tampon. Ce centre de pilotage assure réactivité, traçabilité et transparence vis-à-vis du client et des usagers.

La continuité de service en toute période de l'année est prévue dès 2015 et l'atteinte du rendement Grenelle en 2018.

Ce contrat démontre l'engagement de Saur à accompagner les collectivités dans la construction de solutions innovantes et personnalisées, alliant performance opérationnelle et plan d'investissement optimisé, pour une utilisation durable de la ressource.

LES RÉSEAUX VERSION SMART

Les capteurs et la sectorisation déployés sur les réseaux fournissentdes milliers de données qui, analysées de manière pertinente et réactive, permettent l'optimisation des interventions. Afin de faciliter cette analyse et mieux maîtriser les rendements de réseau, le Groupe développe des outils spécifiques intégrant les dernières technologies. Objectif : fournir aux experts une visualisation cartographique pour évaluer l'état des réseaux en quelques secondes. Sur ce système d'information géographique (SIG), une couleur est associée à chacun des tronçons en fonction des débits observés, indicateurs de fuites potentielles. Des capacités d'analyse qui seront encore accrues d'ici quelques mois par l'interfaçage de ces cartes avec des données issues de partenaires externes telles que les pré-localisations de fuites.

Avant

Avec le SIG

Un engagement décliné au sein du Groupe

Sur ses sites, le Groupe favorise les bonnes pratiques visant à **économiser et recycler l'eau**, telles que l'utilisation d'eau industrielle sur les usines de traitement d'eau ou le recyclage d'eau de pluie pour le lavage des camions de collecte des déchets ménagers. Blue Green investit pour optimiser l'arrosage des parcours golfiques : pilotage informatisé couplé à une station météo, amélioration de l'efficacité des arroseurs, ou encore reconversion de flore avec des graminées moins gourmandes en eau et expérimentation de surfaces synthétiques. 30 % des golfs exploités sont irrigués avec des eaux usées traitées recyclées ou des eaux provenant de retenues pluviales.

Des RESSOURCES ALTERNATIVES dans les zones de STRESS HYDRIQUE

La pression accrue exercée sur les ressources en eau nécessite de développer l'utilisation de ressources alternatives. **Dessalement d'eau de mer** ou **réutilisation des eaux usées traitées** : le groupe Saur dispose d'un savoir-faire et d'une expertise technologique pour accompagner ses clients.

Favoriser la réutilisation des eaux usées traitées

Si la ressource en eau douce est naturellement privilégiée pour l'alimentation en eau potable, la réutilisation des eaux usées traitées dans les zones de stress hydrique constitue une solution pertinente pour de **multiples usages** : irrigation agricole, arrosage d'espaces verts, usages industriels ou urbains. Elle s'inscrit dans une véritable logique d'économie circulaire.

À **Djibouti**, le groupement Stereau-Colas Djibouti, a mis en service en 2014 la nouvelle station de traitement des eaux usées de Douda. D'une capacité de 40 000 p.e., elle intègre un traitement tertiaire complété d'une désinfection au chlore pour la production de 3 700 m³/jour d'eau traitée, réutilisée à des fins d'irrigation agricole.
En **Espagne**, Gestagua a démarré de nouvelles installations destinées à produire, à partir de la station d'épuration de Lugo, de l'eau recyclée pour des usages industriels et municipaux (arrosage, lavage de voiries). Le double fonctionnement hiver-été, piloté depuis la supervision centrale de la station, permet de fournir l'eau nécessaire aux besoins de la ville de Lugo (100 000 habitants) tout en assurant, en période de sécheresse, le rejet prioritaire des eaux usées traitées vers la rivière Miño afin d'en garantir le débit écologique.
En **Arabie saoudite**, les experts du Groupe travaillent sur l'étanchéité des réseaux d'assainissement pour prévenir les intrusions salines qui pénalisent la qualité des eaux usées traitées et limitent leur réutilisation en irrigation.

En 2014, le Groupe a poursuivi les travaux menés dans le cadre du projet Nowmma - New process for optimizing wastewater reuse from Mauguio to the Mediterranean area. Le projet, dont le démonstrateur est installé sur la station d'épuration de Mauguio (Hérault), vise à développer une **filière de réutilisation complète** des eaux usées traitées, depuis la station jusqu'à l'usage final, modulable et exportable à l'ensemble du bassin méditerranéen. La filière est analysée dans une optique de maîtrise des risques sanitaires, environnementaux et technologiques. La première campagne d'irrigation menée en 2014 sur des parcelles enherbées affiche des résultats positifs, avec une qualité d'irrigation équivalente à celle obtenue avec l'eau du canal d'irrigation Bas-Rhône Languedoc, ressource utilisée dans la région pour l'agriculture. Une seconde campagne d'irrigation, réalisée en 2015, marquera la clôture du projet.

Parallèlement, pour répondre aux besoins des territoires, les équipes de recherche du Groupe développent des applications plus prospectives de réutilisation des eaux usées traitées parmi lesquelles l'**irrigation agricole** avec une eau assainie non épurée de sa valeur agronomique en **azote et phosphore**, la **réalimentation de retenues d'eau** avec des eaux épurées de très bonne qualité pour résorber des déficits hydriques et sécuriser l'approvisionnement en eau potable ou encore l'**infiltration dunaire** pour protéger les nappes contre le biseau salin en zones côtières.

USINES DE DESSALEMENT D'EAU DE MER EXPLOITÉES EN 2014 PAR LE GROUPE

L'EAU DE MER : la ressource incontournable pour la production d'eau potable à Jubail (Arabie saoudite)

Jean-Noël VIOT - Directeur général performance et fiabilité de MaSa

Quels sont les enjeux de la disponibilité en eau sur la zone de Jubail ?

Comme pour le reste du pays, les ressources en eau douce sont largement insuffisantes pour couvrir les besoins en constante progression de la population et des industries localisées à Jubail.

Si 50 % de l'eau disponible après traitement dans nos stations d'épuration sont utilisés pour l'irrigation (90 000 m³/j), l'eau de mer dessalée constitue la principale source d'alimentation en eau potable de notre ville industrielle.

MaSa - joint-venture entre Marafiq et Saur, opérateur saoudien de traitement, de distribution d'eau potable et de collecte d'eaux usées domestiques et industrielles pour les villes de Jubail et Yanbu - exploitait jusqu'en 2014 plusieurs unités de traitement par osmose inverse. La production journalière des 3 unités exploitées sur Jubail permettait de produire jusqu'à 30 000 m³/jour.

Une production qui s'avère insuffisante ?

De nouveaux complexes pétrochimiques s'implantent sur la zone industrielle. Afin d'accompagner ce développement, Marafiq a pris la décision en 2010 de lancer la construction d'une 4e unité d'osmose inverse. Avec cette unité « SWRO4 », la capacité de production journalière sera portée à 100 000 m³. MaSa en assure l'exploitation depuis le 1er avril 2015, pour une durée de 5 ans.

Parallèlement, nous prenons des mesures afin de limiter les pertes en eau sur les réseaux, l'indice linéaire de perte est ainsi passé de 40 m³/km/jour en 2011 à 22 en 2015. Nous avons également organisé un séminaire pour sensibiliser les industriels de la zone aux économies d'eau.

Où en êtes-vous aujourd'hui avec SWRO4 ?

La mise en route se poursuit, elle produit actuellement 25 000 m³/jour. La pleine capacité sera atteinte à la fin du premier semestre 2015. La formation bat son plein entre les metteurs en route des différentes sociétés participant à la construction et les 35 employés de l'usine (opérateurs en 3x8, ingénieurs et techniciens).

De nombreux réglages sont en cours sur les équipements (capteurs, programme des automates, pompes doseuses d'injection de produit chimique…). Ils monopolisent l'ensemble des techniciens et experts de MaSa.

Les délais de mise en route sont respectés ; c'est une grande fierté pour toute notre nouvelle équipe.

PROTÉGER LES ÉCOSYSTÈMES AQUATIQUES

528 MILLIONS de m^3 d'eaux usées traitées

2014 : développement auprès d'industriels du procédé CarboPlus® de traitement des micropolluants

Si la qualité des milieux aquatiques s'est améliorée depuis l'entrée en vigueur de la directive cadre sur l'eau (DCE) en 2000, l'objectif de bon état écologique des masses d'eau européennes fixé pour 2015 ne sera atteint, d'après les dernières estimations, que pour 50 % d'entre elles. Un contexte qui ne fait que renforcer l'engagement du Groupe dans la reconquête de la qualité des eaux et la protection des écosystèmes aquatiques.

Les RÉSEAUX d'assainissement sous contrôle

Au cours des dernières années, Saur a multiplié les outils de collecte, de visualisation et d'analyse de données reliés à ses centres de pilotage opérationnel (CPO). Ils enrichissent la **connaissance des installations** (réseaux, déversoirs d'orage, bassins de rétention, postes de relevage…) et de leur fonctionnement. L'**instrumentation intelligente** des ouvrages (mesures de hauteur, vitesse, débit, pluviométrie, charge polluante) garantit un suivi sectorisé permanent, à même d'identifier les points critiques susceptibles d'un déversement accidentel vers le milieu naturel.

Ces informations permettent à la fois d'**optimiser la gestion des interventions** pour réduire les risques de débordement et d'**orienter les investissements** nécessaires, notamment pour lutter contre les infiltrations d'eaux parasites. Dans un contexte de changement climatique où la gestion des eaux pluviales devient une préoccupation forte, le développement de nouveaux outils de gestion dynamique des risques, entamé en 2014, viendra renforcer l'expertise de Saur en 2015.

La pérennité de l'efficacité des réseaux s'inscrit dans une vision globale de territoire et nécessite d'initier une **nouvelle forme de gouvernance** associant les différents acteurs concernés. Ainsi, en partenariat avec la ville de Montauban (Tarn-et-Garonne), Saur a développé un mode de gestion tripartite avec la collectivité et le service en charge de la réalisation des schémas directeurs d'assainissement et des eaux pluviales, garantissant une relation étroite et transparente.

40 000 km
de réseaux gérés (France et international)

En France en 2014

3 000 km	500 km	20 000	17 000	70 000	1 700
de réseaux curés	de réseaux inspectés par caméra	hydrocurages de postes de relevage	désobstructions sur les ouvrages	opérations d'entretien sur les avaloirs	interventions sur des déversoirs d'orage

Des TRAITEMENTS toujours plus performants

Les stations d'épuration sont aujourd'hui confrontées à une double problématique : l'arrivée en entrée de station d'eaux usées contenant des pollutions à traiter non prises en compte jusqu'ici et des milieux aquatiques récepteurs fragilisés par le changement climatique, avec, par exemple, des périodes d'étiage plus sévères qui limitent la capacité d'autoépuration des rivières.
Dans ce contexte, le groupe Saur développe des **procédés de traitement innovants** et accompagne les collectivités pour optimiser l'efficience de leurs **stations d'épuration**.

En 2014, le Groupe a mené différents chantiers comme la **modernisation** de la station d'épuration de Glasgow-Dalmuir (Royaume-Uni) ou de la station de Konstancin (Pologne). Cette dernière, dotée d'un traitement biologique par boues activées, garantit une haute qualité des eaux traitées.

HAUTE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE POUR LA STATION DE GLASGOW-DALMUIR

La station d'épuration de Glasgow-Dalmuir (Royaume-Uni), construite par Stereau, répond aux besoins en assainissement d'environ 650 000 habitants. Traitant quotidiennement jusqu'à 380 000 m³ d'eaux usées, elle constitue un des ouvrages clés de l'agglomération écossaise pour la protection de la qualité des eaux de la rivière Clyde. Depuis 2001, Saur Services Glasgow en assure l'exploitation dans le cadre d'un contrat PFI (Private Finance Initiative) avec Scottish Water et a fait évoluer, au fil des années, les filières de traitement pour absorber l'augmentation des volumes d'effluents à traiter et garantir la qualité des rejets. En particulier, les travaux menés en 2008 ont permis de réduire les niveaux de rejets en phosphore, anticipant le durcissement des normes fixées en 2013 par la SEPA (Scottish Environment Protection Agency).

- Pérenniser et sécuriser le réseau de valorisation des boues : ce réseau, unique et interconnecté entre les différentes stations d'épuration de Glasgow, assure le transfert des boues d'épuration produites sur l'agglomération vers une usine de retraitement et de valorisation énergétique. Sur le site de Dalmuir, l'installation définitive de trois centrifugeuses d'une capacité totale de 135 m³/h, en remplacement des équipements provisoires installés par Saur Services Glasgow, sécurisera le fonctionnement du réseau.

- Améliorer le cadre de vie des populations riveraines par un traitement plus performant des odeurs, une réduction des niveaux de bruit en exploitation et une neutralisation des mousses sur les eaux rejetées à la rivière.

Filtres Sessil de traitement de l'ammoniaque

Station de traitement des eaux usées de Glasgow-Dalmuir : **650 000 p.e.** de capacité épuratoire **22 M€** d'investissements

En janvier 2014, une nouvelle étape est franchie avec l'engagement d'un vaste programme de modernisation de la station. Financé par Scottish Water, il vise un triple objectif :

- Améliorer la qualité des eaux rejetées au milieu récepteur par un traitement tertiaire de l'ammoniaque : les filtres Sessil mis en œuvre, pouvant éliminer jusqu'à 5,6 tonnes d'ammoniaque par jour, constituent les plus grands filtres jamais installés en Europe pour cette application.

Les communautés locales sont associées à toutes les étapes de ce projet d'envergure. Le chantier de travaux, réalisé dans le respect de l'environnement, veille en particulier à préserver la nidification du Chevalier gambette, espèce limicole protégée vivant à proximité immédiate de l'usine.

Ce programme de modernisation, dont Saur Services Glasgow assure la maîtrise d'ouvrage, améliorera durablement les performances opérationnelles de la station et garantira, pour les années à venir, la qualité des rejets vers la rivière Clyde. La réception du chantier est prévue à l'automne 2015.

INSPECTIONS SMART DES RÉSEAUX

La numérisation des flux de données de l'exploitation des ouvrages facilite leur accessibilité et leur analyse. Les inspections par caméra (ITV), menées pour diagnostiquer l'état structurel et fonctionnel des réseaux d'assainissement, fournissent des données essentielles pour la gestion des réseaux et leur maintenance. Afin d'améliorer la lisibilité des résultats de ces inspections, les anomalies observées, codifiées suivant la norme EN13508-2, sont automatiquement intégrées et valorisées dans le système d'information géographique (SIG). Ce reporting complète efficacement les vidéos et les rapports d'ITV : pour les exploitants, l'analyse des données est facilitée et pour les collectivités, la cartographie apporte une vision globale de l'état du patrimoine et une meilleure appréhension des actions à engager pour réduire les points critiques du réseau.

PERFORMANCES ÉPURATOIRES SAUR EN FRANCE

L'optimisation opérationnelle continue des sites exploités permet à Saur d'améliorer leurs performances épuratoires.

Précurseur en matière de traitement des **micropolluants émergents** - enjeu environnemental et de santé publique majeur - le procédé CarboPlus® de Saur-Stereau est opérationnel depuis 2012 sur différents sites et a fait l'objet en 2014 de plusieurs présentations et publications dans des revues scientifiques et techniques, en France et à l'international. Son déploiement est accompagné de travaux complémentaires afin d'approfondir les connaissances sur ses performances d'élimination et d'anticiper sur l'intégration de nouvelles substances prioritaires dans la réglementation.
L'étude menée en 2013-2014 avec le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap) a ainsi permis de caractériser son efficacité sur 113 composés (résidus pharmaceutiques et hormones, bisphénol A, phtalates, pesticides…) et de définir les conditions optimales d'exploitation.

Parallèlement, Coved collecte la totalité des **lixiviats** produits sur ses installations de stockage des déchets afin qu'ils soient traités. Les moteurs de cogénération, produisant de l'énergie à partir du biogaz capté sur les installations, permettent de déployer une nouvelle voie de traitement des lixiviats : l'**évaporation concentration** alimentée par la chaleur produite sur site. En 2014, elle a concerné près d'un quart des lixiviats.

DÉTECTER, PRÉDIRE ET RÉAGIR en cas de crise

Dans le cadre de ses activités liées à l'assainissement, le Groupe **surveille la qualité des eaux traitées** avant leur rejet au milieu naturel. En 2014, Saur a réalisé 20 000 prélèvements en sortie de ses stations d'épuration françaises pour analyse physico-chimique. Des analyses complémentaires d'indices biologiques, tels que les IBD ou IBGN, ou encore des tests de toxicité Vigiwater™, sont mis en œuvre ponctuellement selon les contextes locaux. Ils permettent d'évaluer l'impact de la qualité de l'eau sur les organismes vivants du milieu récepteur.

Le Groupe agit également en partenariat avec les acteurs locaux afin de construire des réseaux d'**observation**, de prévention et d'**alerte** en cas d'**événements particuliers sur les masses d'eau**.
Ainsi, le développement d'un logiciel d'alerte, couplé à l'instrumentation des postes de relevage d'eaux usées, permet d'anticiper les **débordements** à proximité d'écosystèmes aquatiques sensibles et d'informer les usagers. Entré en phase opérationnelle en 2014 en Baie de Quiberon (Morbihan), Info-PR-Pro permet de déclencher une intervention des équipes Saur en cas d'incident et d'informer, si besoin, les conchyliculteurs susceptibles d'être concernés.
Le réseau Loire Alerte, co-animé depuis 2005 par Saur et la société Hydratec, a quant à lui vocation à surveiller en permanence la Loire et ses affluents et alerter, dans les plus brefs délais, les utilisateurs et les services d'intervention en cas de **pollution** de toute origine. Testé en 2014 lors d'une simulation de pollution gérée avec la sécurité civile, il a de nouveau démontré son efficacité.

SENSIBILISER les collaborateurs et les riverains

La protection des écosystèmes aquatiques nécessite l'engagement de tous. Parce qu'il faut **comprendre pour agir**, Saur organise régulièrement des **visites de stations d'épuration**. Les visiteurs sont sensibilisés sur les différents polluants présents dans les eaux usées et les difficultés à traiter certains d'entre eux, sur la technicité des procédés mis en œuvre pour assurer la qualité des rejets et la préservation des milieux aquatiques. En 2014, Saur a notamment conçu, en partenariat avec la Frapna Loire, un parcours pédagogique sur la station de Saint-Etienne Métropole (Loire) et accueilli des jeunes de l'association Sports dans la Ville pour une visite de la station de Lyon Saint-Fons (Rhône) et une découverte des métiers de l'eau. En Arabie saoudite, ce sont les collaborateurs de MaSa et leur famille qui ont été invités à des **visites** de la **zone humide** de Sabkhat, alimentée par les eaux usées traitées de Jubail (50 000 m³/jour). Ces visites ont démontré l'importance de la qualité du traitement des eaux pour préserver l'écosystème aquatique qui en dépend, fait découvrir la richesse ornithologique de la zone et sensibilisé à la protection de l'environnement.

Nous sommes préparés à l'évolution de la réglementation sur les **MICROPOLLUANTS**

Olivier ROUSSELOT - Directeur développement et prospective du Siaap (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne)

Comment voyez-vous le sujet des micropolluants évoluer dans les années à venir ?

La Directive cadre sur l'eau a dressé dès 2000 une liste de micropolluants à éliminer pour rétablir le bon état chimique des milieux aquatiques. Et globalement, ce sont plus d'une centaine de molécules qui sont sous surveillance en rejet des stations d'épuration. Alors même si des normes ne sont pas fixées, nous savons pertinemment que la réglementation se durcira dans les années à venir. Autant s'y préparer en étudiant le comportement de ces différentes molécules dans les eaux usées et l'efficacité des procédés de traitement. C'est la raison qui nous a conduits à co-créer avec Stereau et la Recherche & Développement de Saur ce pilote industriel CarboPlus, installé depuis 2013 sur l'usine de Colombes (Hauts-de-Seine).

Quel bilan tirez-vous de ces deux années d'expérimentation in situ ?

Tout d'abord que la performance est au rendez-vous. Nous avons pu agir sur les différents paramètres - comme le débit d'alimentation, le dosage ou la nature du charbon actif - et ainsi mesurer l'abattement des différentes molécules cibles en fonction de l'évolution des réglages. Nous sommes donc parvenus à comprendre les conditions dans lesquelles le pilote fonctionne le mieux et à évaluer les coûts et contraintes d'exploitation du procédé. Pendant ces deux ans, nous avons en parallèle alimenté la communauté scientifique d'autant plus que, dès le départ, nous avons associé des instituts de recherche publics à ce programme, comme l'Inra, le CNRS ou L'École des Ponts-Paris Tech.

Quelle suite allez-vous donner à ce programme de recherche ?

Au-delà des performances d'élimination, nous voulons viser une méthode plus globale et comprendre l'effet de ces molécules sur le vivant, les conséquences sanitaires à long terme. D'où l'intérêt de l'étude menée actuellement avec Saur et Vigicell sur la toxicité testée sur des algues ou des champignons. C'est important d'avoir cette base de connaissances, notamment sur les molécules que l'on appelle émergentes, issues des résidus médicamenteux, des édulcorants ou encore des soins d'hygiène corporelle. Nous espérons enfin que toutes ces études parviendront à faire en sorte qu'on ne traite plus le symptôme mais la cause. La meilleure solution pour éliminer ces molécules reste encore de traiter le problème à la source et non pas seulement en bout d'émissaire !

VEILLER À LA SANTÉ ET À LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

712 MILLIONS de m³ d'eau potable produite

2014 : gestion active des eaux de baignade sur 202 plages

Santé, environnement et qualité du cadre de vie sont des domaines étroitement liés sur lesquels Saur, de par ses métiers, exerce une réelle influence. Le Groupe imagine, développe et met en œuvre des solutions de traitement, de surveillance et d'analyse pour produire et distribuer une eau saine. Il accompagne les territoires pour offrir un environnement de qualité et agréable pour tous et s'engage pour plus de solidarité en faveur de l'accès à l'eau.

S'engager pour une EAU DE QUALITÉ

Des traitements performants, des contrôles permanents

Délivrer chaque jour au robinet du consommateur une eau potable de qualité est au cœur des missions du groupe Saur. À chaque territoire sa solution : les procédés développés par le Groupe permettent de **traiter efficacement** les eaux issues de ressources souterraines ou superficielles de qualité très diverses. Parallèlement aux analyses d'autocontrôle mises en œuvre par Saur et au contrôle réglementaire mené par les autorités sanitaires, le Groupe innove et développe des outils de surveillance de la qualité de l'eau en temps réel. En 2014, de nouvelles sondes capables de **surveiller en continu** plusieurs paramètres clés indicateurs d'une dégradation de la qualité de l'eau dans les réseaux de distribution ont été expérimentées avec succès.

ANALYSE DES EAUX DISTRIBUÉES PAR SAUR EN FRANCE

À Jubail (Arabie saoudite), une attention particulière est portée à la température de l'eau distribuée. En 2014, MaSa a mis en place un double réseau de distribution qui permet, en période estivale, d'alimenter les consommateurs par l'usine produisant l'eau la moins chaude, dédiée habituellement aux clients industriels.

Répondre aux enjeux émergents

L'évolution de la qualité des ressources en eau et la détection de nouveaux polluants nécessitent d'innover pour anticiper et répondre aux enjeux émergents de sécurité sanitaire de l'eau.
Avec son procédé CarboPlus®, le groupe Saur apporte à ses clients une solution de traitement pour un large spectre de **micropolluants** décelés dans les ressources. En 2014, la modernisation par Stereau de l'usine de production d'eau potable du syndicat Sud Loire (Loire-Atlantique) représente une référence majeure du Groupe : sept réacteurs CarboPlus® constituent le cœur de la nouvelle filière de traitement, portant la capacité totale de production à 3 500 m³/h.

Les équipes R&D du Groupe développent par ailleurs des solutions d'élimination de pollutions telles que le thallium ou les perchlorates, dont la présence dans les ressources souterraines est naturelle ou liée à des activités industrielles spécifiques, ou encore le chlorure de vinyle. Ce dernier, présent dans les conduites d'eau potable anciennes en PVC, migre dans l'eau sous certaines conditions. Pour accompagner les agences régionales de santé et les collectivités dans la gestion de cette problématique, le Groupe a **breveté** en 2014 un système de dégazage sous pression pouvant être installé directement sur les zones à risques.

Le Groupe partage par ailleurs ses savoir-faire et organise des **journées d'échanges** sur les enjeux liés à la qualité de l'eau.

Plus de **140** clients, élus, assistants à maîtrise d'ouvrage et représentants de l'administration accueillis lors des **5e rencontres de la Vilaine**

Organisées à Férel (Morbihan), les rencontres de la Vilaine, consacrées en 2014 à la thématique « Qualité de l'eau dans les réseaux de distribution d'eau potable », ont connu pour la 5e année consécutive un franc succès.

UNE CERTIFICATION COLLECTIVE POUR LA PRESQU'ÎLE DE RHUYS

Avec 135 000 habitants, 5 communes et un territoire particulièrement attractif et touristique, la communauté de communes de la presqu'île de Rhuys (CCPR - Morbihan) porte la sécurité sanitaire et la protection du littoral au 1er rang de ses priorités. Souhaitant que l'ensemble des communes - Arzon, Le Tour-du-Parc, Saint-Armel, Saint-Gildas-de-Rhuys et Sarzeau - s'investissent autour d'une démarche conjointe garantissant une vraie cohérence d'actions, elle a été l'une des premières en France à s'engager de façon collective pour la certification « démarche qualité eaux de baignade » [1].

23 sites de baignade sous surveillance active

400 analyses effectuées au cours de la saison 2014

Cette certification, qui valorise les obligations réglementaires issues de la directive cadre européenne « eaux de baignade », est la reconnaissance d'une démarche volontariste d'excellence sanitaire et environnementale. Sur la presqu'île de Rhuys, elle a été initiée dès 2011 lors du transfert de la compétence « baignade » des communes vers la CCPR. Depuis, Saur, via son offre Omer®, assiste les services techniques pour :

- la réalisation des profils de baignade,
- la définition de la stratégie de surveillance à partir de la modélisation du comportement des bassins versants selon les conditions météorologiques, afin de prévenir les risques de pollutions,
- l'organisation de la surveillance et des astreintes,
- la mise en place d'analyses rapides permettant, en cas de suspicion, d'obtenir des résultats en quelques heures afin de statuer sur la présence de bactéries témoins d'une contamination et la nécessité de déclencher des actions (information du public, fermeture temporaire de la baignade, recherche de l'origine de la pollution),
- la gestion de crise « pollution », en cohérence avec la politique de l'agence régionale de la santé,
- le suivi des plans d'actions.

Saur met à disposition de la collectivité la télésurveillance de la pluviométrie depuis son centre de pilotage opérationnel, les équipes de prélèvements ainsi que les outils d'analyses rapides et fiables, par biologie moléculaire et mesure de l'activité métabolique des bactéries.
Le public est informé sur la qualité de l'eau par affichage sur les plages et sur le site internet *omer.saur.fr*.

La démarche a été récompensée par la certification de l'ensemble des plages de la CCPR, officialisée en novembre 2014 lors du salon des Maires et des Collectivités locales.
Les vacanciers pourront dès 2015 bénéficier des applications interactives développées par Saur pour les sites certifiés : « Ma baignade m'informe » afin de recevoir des informations sur la qualité de l'eau et « J'aime ma baignade » pour prévenir d'une pollution visible.

[1] Référentiel français créé en 2009 par 5 ministères, dont l'Environnement et la Santé, avec des associations de collectivités, l'association nationale des maires des stations classées et communes touristiques (ANMSCCT) et l'association des élus du littoral (ANEL).

INTELLISONDES : UNE SURVEILLANCE SMART

La surveillance en continu de l'évolution de la qualité de l'eau potable dans les réseaux est un élément clé pour anticiper les phénomènes de dégradation. En collaboration avec la société Intellitect Water, Saur met en œuvre des sondes intelligentes qui mesurent simultanément débit, pression, température, turbidité, conductivité, pH, potentiel redox, et chlore résiduel sans utilisation de réactifs chimiques. Elles permettent de détecter les phénomènes tels que la corrosion, les retours d'eau ou encore les conditions favorables à la reviviscence bactérienne.

Testées depuis 2014 en conditions réelles de fonctionnement sur le réseau du syndicat de Coulounieix-Razac (1 400 km de conduites pour 19 000 abonnés - Dordogne), ces *intellisondes* permettent d'identifier les dérives et les anomalies de fonctionnement et d'enclencher les interventions au plus tôt.

Protéger le LITTORAL

La protection des zones littorales, territoires touristiques sensibles, représente pour les collectivités un enjeu environnemental et économique majeur. Fort de son ancrage auprès des communes côtières, Saur propose à ses clients des solutions pour prévenir les risques de pollutions et veiller à la **qualité des eaux de baignade**.

Les offres Omer® (eau de mer) et Oser® (eau douce), conçues par Saur et dédiées à la gestion de la qualité sanitaire des eaux de baignade, reposent sur des outils de prédiction, d'analyses et d'information : **modélisation numérique** de dispersion de pollutions dans l'eau en provenance des réseaux d'eaux usées ou pluviales, **profils de baignades**, méthodes d'**analyses rapides** pour le suivi de la qualité de l'eau et dispositifs d'**information** interactifs.

91 plages certifiées « démarche qualité eaux de baignade » en partenariat avec Saur

En 2014, les communautés de communes de la presqu'île de Rhuys (Morbihan) et du Golfe de Saint-Tropez (Var) ont fait confiance à Saur pour la certification de leurs plages.
Depuis 2014, l'application « **J'aime ma baignade** » est proposée aux communes certifiées. Déchet, odeur, huile, mousse : depuis un smartphone ou via le site internet omer.saur.fr, toute personne peut alerter de la présence sur la plage ou dans l'eau d'une pollution. Les communes de Châtelaillon-Plage (Charente-Maritime), d'Evian-les-Bains (Haute-Savoie), du Lavandou (Var) et la communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez (Var) ont été les premières collectivités à tester le dispositif sur leurs plages.

Solidarité pour faciliter l'ACCÈS À L'EAU

La solidarité et le sens du service constituent des valeurs fondamentales du Groupe. Des valeurs déclinées au quotidien sur les territoires par les collaborateurs mais également à travers **Saur Solidarités**, fonds de dotation créé fin 2013 dans la continuité de la Fondation Saur pour porter les actions du Groupe en matière de solidarité, en France comme à l'international. En 2014, Saur Solidarités a soutenu neuf projets d'**intérêt général**. Sept ont vocation à favoriser l'accès de proximité à une eau de bonne qualité, contribuant à améliorer les conditions de vie des populations et à lutter contre les maladies hydriques. Saur Solidarités valorise également le savoir-faire et l'implication des collaborateurs par des missions de **mécénat de compétences**, à l'image de l'expertise menée sous l'égide de l'Unicef, en République centrafricaine, afin de sécuriser l'alimentation en eau du plus grand camp de réfugiés de Bangui (200 000 personnes).

PROJETS SOUTENUS PAR SAUR SOLIDARITÉS EN 2014

Respecter le CADRE DE VIE

Le Groupe s'attache à préserver un environnement agréable pour les riverains des installations qu'il exploite. Il veille à la prévention des nuisances sur ses sites les plus sensibles et a développé des outils dédiés tels qu'Olfaweb® pour la surveillance de l'impact olfactif des installations de compostage ou d'épuration.
Au-delà de la performance opérationnelle à garantir, Stereau étudie ses projets de conception d'usines de traitement d'eau dans une logique architecturale qui privilégie **compacité** et **intégration paysagère** selon les spécificités de chaque territoire.

Des sites de loisirs au plus proche de la nature

Après avoir conçu la « free flower », habitat toilé de charme, **Flower Campings** a inauguré en 2014 un nouveau concept de **cabane « Lodge 4 saisons »** qui concilie confort, nature et respect de l'authenticité des terroirs.

De son côté, **Blue Green** déploie, dans le cadre de sa démarche « **golf et nature** » développée avec l'appui de la LPO, des pratiques de gestion des parcours qui valorisent le patrimoine naturel des sites. Des actions de sensibilisation sont réalisées, à l'image des panneaux pédagogiques installés en 2014 sur le golf de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), offrant une vision naturaliste des parcours pour une meilleure compréhension des actions écologiques menées.

Pour **LUTTER CONTRE LES THM**, priorité à l'optimisation des installations et à la modélisation

Myriam BEILLON - Ingénieur d'études sanitaires - Agence Régionale de Santé Bretagne
Stéphanie PIEL - Ingénieur R&D - Saur

Qu'entend-t-on par THM et quels sont leurs effets sanitaires ?

MB : Dans les usines de production d'eau potable, la chloration de l'eau avant mise en distribution crée des sous-produits appelés trihalométhanes ou THM, générés par la réaction du chlore avec la matière organique présente dans l'eau. Des études épidémiologiques ayant montré que ces THM peuvent avoir un impact sur la santé, nous portons une attention forte à cette problématique. En application de la directive européenne de 1998, et du décret de 2001, 4 molécules sont surveillées depuis 2004 et leur somme ne doit pas dépasser 100 µg par litre.

Y-a-t-il des conditions favorables au développement des THM ?

MB : La présence de matière organique (MO) et de chlore est indispensable à leur développement. Ce qui ici, en Bretagne, peut avoir de l'importance puisque les eaux brutes sont majoritairement de surface, voire issues de grandes retenues où l'eau est riche en MO. Les études menées par Saur ont également montré, qu'une fois l'eau en distribution, les temps de séjour dans les réseaux et la température, variables selon les périodes de l'année, sont deux facteurs clés. À Férel par exemple, les temps de séjour peuvent aller jusqu'à près de 200 heures du fait du linéaire exploité.

Quelles sont les solutions pour maîtriser ces paramètres ?

MB : Déjà, limiter à la source la MO. Une optimisation de l'étape de clarification, avec utilisation de chlorure ferrique, complétée d'une filtration sur charbon actif en poudre, permettent d'éliminer une bonne partie de la matière organique.
Ensuite, c'est la connaissance fine du fonctionnement du réseau qui permet d'ajuster le traitement pour garantir des concentrations en THM en bout de réseau inférieures au seuil réglementaire.

SP : C'est pourquoi nous avons développé une modélisation de l'évolution des THM à partir de tests réalisés depuis 2011 sur différents sites, notamment en Vendée. Elle permet de prédire, à partir de l'analyse (UV 254 nm) en usine des eaux traitées soumises à la désinfection au chlore et des périodes de l'année, les concentrations en THM sur les réseaux. Reste ensuite à ajuster le traitement de l'eau - en particulier l'abattement de la MO avec le procédé CarboPlus®P - pour garantir sa qualité, du point de production jusqu'au robinet du consommateur.

MB : L'intérêt d'une modélisation, comme Saur a pu le faire sur des usines aux conditions d'exploitation similaires aux nôtres, est de mieux maîtriser la concentration des THM. À l'ARS Morbihan, nous sommes très attentifs aux études menées et aux avancées sur la connaissance et le traitement de ces molécules, notamment pour les usines et réseaux de distribution à risque.

RÉDUIRE ET VALORISER LES DÉCHETS

1,5 MILLION de tonnes de déchets gérés

2014 : lancement du centre d'expertise Nodus

Le Groupe inscrit ses activités depuis plusieurs années dans une dynamique d'économie circulaire et développe des solutions qui visent à réduire les quantités de déchets et à favoriser le recyclage de la matière ou la valorisation énergétique. Un positionnement en droite ligne avec la stratégie française de gestion des déchets portée notamment par le plan déchets 2014-2020 et la loi de transition énergétique. Parce que, plus que jamais, le modèle linéaire « produire, consommer, jeter » a atteint ses limites.

RÉDUIRE LES DÉCHETS à la source

Le Groupe s'engage pour **réduire les quantités de déchets non valorisés**, dans le cadre de ses activités de gestion des déchets des territoires, dans la mise en œuvre de ses propres procédés et sur les sites où il reçoit des clients, campeurs ou golfeurs.

Depuis 2010, **Coved** accompagne les collectivités dans la mise en place de la **tarification incitative** qui encourage les comportements vertueux par une facturation du service public des déchets basée sur la quantité collectée au niveau de chaque foyer. À travers son offre Modul'OM™, Coved apporte son expertise à chaque étape du processus, depuis la sensibilisation des usagers à la prise en charge de la relation clientèle et de la facturation en passant par la collecte avec des camions équipés d'une informatique embarquée. Afin de gagner en capacité de gestion et de reporting, une nouvelle application informatique interne, baptisée Chrome, a été déployée en 2014.

31 contrats de tarification incitative représentant **650 000** habitants

Parallèlement, pour augmenter la part de déchets valorisables, Coved développe en partenariat avec les collectivités des solutions permettant aux usagers de mieux trier : collecte en porte à porte des **biodéchets** sur le territoire du Smictom des pays de Vilaine, réception en déchèteries de flux spécifiques tels que les coquilles d'huîtres sur l'Ile-de-Ré ou création de recycleries, à l'image de la déchèterie de Grigny (Grand-Lyon) qui accueille in-situ depuis début 2015 un **espace réemploi** géré en collaboration avec l'association Envie Rhône-Loire.
Dans ses activités d'assainissement, le **Groupe** s'attache à valoriser les **boues issues du traitement des eaux** - plus de 91 % des boues valorisées en 2014 - et développe des procédés qui favorisent la réduction des volumes de boues produites.
Afin de faciliter la déshydratation des boues issues des petites unités, étape préalable indispensable à leur valorisation, les équipes de R&D du Groupe ont perfectionné, en 2014, le procédé Heliodry® mettant en œuvre des serres de séchage solaire automatisées.

Les **campings Flower** mettent quant à eux des containers de **tri sélectif** et des **composteurs** à disposition des campeurs et organisent des animations « Mr Flower » afin de sensibiliser les enfants au tri des déchets.

Optimiser le TRI

Dans la chaîne complexe du traitement des déchets, le centre de tri constitue l'**étape clé de la valorisation**, dont le taux dépend de la qualité du tri et de sa capacité à fournir des matériaux correspondant aux critères des industries de recyclage. Afin d'accroître l'efficacité du tri et la qualité des matières produites, Coved met en place les technologies les plus performantes : trieurs optiques, cribles à étoiles et balistiques, ou encore gestion de la production assistée par ordinateur.

Reconnue pour son expertise, Coved accompagne depuis 2013 le Syndicat mixte de Trivalis (Vendée) pour la création du nouveau centre de tri départemental et a obtenu, en 2014, la **conception, la construction et l'exploitation d'installations de tri** pour le Sytom de la région de Châteauroux (Indre). De nouveaux emballages plastiques (barquettes, films…) seront triés, donnant à la collectivité la possibilité de bénéficier d'éco-subventions. Pour chacun des projets, plusieurs millions d'euros sont investis.

La modernisation des installations est accompagnée d'outils de communication à destination du public afin de les sensibiliser aux enjeux et aux **consignes de tri**.

Coved s'engage également dans le tri des **déchets de plage**, chargés en sel et en sable, pour permettre leur recyclage. Ainsi, 8 000 m^3 de déchets ramassés sur le littoral landais, dans le cadre de l'opération « J'aime ma plage », ont été traités en 2014.

UNE COLLECTE PAS COMME LES AUTRES

Le Smictom des pays de Vilaine, syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères situé au sud-ouest de Rennes (Ille-et-Vilaine), assure la gestion des déchets ménagers sur un territoire regroupant 46 communes. Animé par la volonté d'améliorer constamment la qualité du service rendu aux usagers, le Smictom a choisi de modifier l'organisation de son service pour favoriser la réduction, le recyclage et la valorisation des déchets, tout en assurant la maîtrise des coûts.

Les biodéchets sont collectés dans des bacs séparés une fois par semaine, les déchets résiduels et les emballages sont, pour leur part, collectés en alternance une fois tous les quinze jours. Des puces électroniques équipent les bacs réservés aux déchets résiduels pour permettre leur collecte en redevance incitative. Nouvelle collecte, nouvelles fréquences, nouvelle redevance : Coved a déployé des solutions de collecte adaptées, qu'elles soient en porte à porte ou en point d'apport volontaire.

Smictom des pays de Vilaine :

80 000 habitants — **46 communes** — **4 communautés de communes** — **2 pays**

Déchets collectés en 2014 :

2 400 tonnes de biodéchets — **7 200 tonnes** de déchets ménagers résiduels — **2 600 tonnes** d'emballages

La mise en place d'une nouvelle filière de collecte des biodéchets, destinés à être valorisés localement pour produire un compost de qualité utilisable en agriculture biologique, constitue une des ambitions du nouveau dispositif. En parallèle, une redevance incitative est instaurée sur les déchets résiduels collectés. Cette mesure, qui vise à facturer le service non plus forfaitairement mais selon l'utilisation qui en est faite par l'usager, encourage les bonnes pratiques de tri et la réduction des déchets à la source.

Pour l'accompagner dans le déploiement de ce dispositif novateur, le Smictom a fait confiance au savoir-faire de Coved.

Le nouveau dispositif déchets du territoire en images
lien vers la vidéo

En 2014, les bénéfices liés à cette nouvelle organisation, opérationnelle depuis avril 2013, sont probants avec :

- une réduction significative de près 50% des tonnages de déchets résiduels collectés et traités en incinération,
- une production soutenue de biodéchets proche de 40 kg/an/habitant,
- une augmentation de la quantité des emballages valorisables,
- des premiers résultats encourageants en termes de production de compost,
- un coût maîtrisé du service de gestion des déchets.

À l'heure où la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte réaffirme le rôle essentiel d'une gestion durable des déchets, l'expérience réussie entre le Smictom des pays de Vilaine et Coved démontre la capacité des acteurs à concrétiser la transition vers une économie circulaire.

LA GESTION SMART DES DÉCHETS

Inauguré en 2014 à Rillieux-la-Pape (Rhône), le centre d'expertise Nodus de Coved constitue à la fois un modèle organisationnel novateur et un centre de gestion de la donnée, qui s'exerce de la collecte à la valorisation des déchets. Nodus s'appuie sur les smart technologies pour collecter en temps réel les données d'exploitation. Son rôle : centraliser et analyser les informations, apporter une assistance experte à l'exploitation, réaliser les reportings, modéliser et proposer les optimisations pertinentes grâce à des applications conçues comme de véritables outils d'aide à la décision. Via une interface web interactive et personnalisée, les collectivités disposent d'un accès sécurisé aux données de leur territoire.
Avec Nodus, Coved crée de la valeur autour de la donnée pour une gestion performante et durable des déchets, au service de ses clients.

Nodus, l'expertise à portée de réseaux
lien vers la vidéo

VALORISER les déchets en matière et énergie

Priorité à la valorisation matière

L'optimisation de ses centres de tri et de valorisation permet à Coved de **valoriser**, sous forme de nouvelles matières, **plus de 60 % des matières reçues**. Dans un contexte de concurrence mondiale sur le marché des matières premières secondaires et de réduction des déchets, Coved poursuit en parallèle le développement de ses activités de **négoce** et accompagne les industriels dans leurs activités de recyclage.

Engagée depuis de nombreuses années auprès des éco-organismes, Coved a renforcé en 2014 son activité de gestion des **DEEE** (déchets d'équipements électriques et électroniques) auprès d'Ecologic avec un nouveau contrat de collecte et de traitement des DEEE issus de 45 déchèteries et de 4 points de collecte situés dans l'Eure.

MATIÈRES VALORISÉES PAR COVED EN 2014

Énergie

La production d'énergie à partir des déchets, par valorisation du biogaz issu de la méthanisation de la matière organique, ou par transformation en combustibles solides de récupération (CSR) de déchets à pouvoir calorifique non valorisables sous forme matière, constitue un levier pour l'optimisation des ressources et la compétitivité énergétique des territoires.
En 2014, **Coved** a poursuivi ses investissements pour accroître le captage et la **valorisation énergétique du biogaz** issu de ses **centres de stockage de déchets**. En 2014, une nouvelle installation de valorisation a été mise en service sur le site de Duchy, à Saint-Florentin (Yonne). Sur le territoire national, Coved a capté 63 % du biogaz - réduisant ainsi ses émissions de gaz à effet de serre - et a produit plus de 60 000 MWh d'énergie sur ses sites équipés d'unités de cogénération (production simultanée d'électricité et de chaleur).

PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DU BIOGAZ

Coved s'est également mobilisée pour le développement de la filière **CSR**, et participe aux travaux menés au sein de la Fnade (Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement) et du Cosei (Comité stratégique de filières éco-industries).

Par ailleurs, les équipes de **R&D du Groupe** étudient l'optimisation de la **valorisation du biogaz** produit par les **boues de stations** d'épuration au travers d'un procédé de co-digestion avec des biodéchets. Dédié à des stations d'épuration de petite taille (entre 10 000 et 30 000 p.e.), ce procédé s'inscrit dans une logique d'**écologie territoriale** rurale de proximité. Il permet de réduire les quantités de boues sèches d'environ 30 % et de valoriser les déchets territoriaux sous forme d'énergie verte, à partir du biométhane produit.
Un premier projet de **co-digestion** a été initié en 2014 **sur le territoire** de Mordelles (Ille-et-Vilaine). Le gisement de biodéchets (déchets végétaux, de restauration collective et d'industries agro-alimentaires) a été évalué et caractérisé. La production de biométhane a été modélisée grâce à l'utilisation du logiciel Codilog, développé en partenariat avec l'Irstéa. Objectif : définir les mélanges optimaux en fonction du pouvoir méthanogène des différents composants (**biodéchets** et **boues**), pour une production d'énergie maximale.

Avant de produire plus, la filière agricole a voulu **PRODUIRE MIEUX**

Pierre DE LÉPINAU - Directeur général d'Adivalor

Qu'est-ce qui a conduit à la création d'Adivalor ?

Créé en 2001, cet éco-organisme privé avait pour objectif de construire une filière de traitement des déchets agricoles et d'anticiper les évolutions de réglementations à venir. Quand on ramène ça à la collecte 2014 de plastiques et emballages utilisés - soit 70 000 tonnes - c'était effectivement un vrai sujet, d'autant qu'auparavant ce gisement finissait, au mieux dans les déchets ménagers et, au pire, brûlés ou enterrés. Le monde agricole a su devenir plus vertueux en réunissant tous les acteurs concernés de la filière - exploitants, industriels, coopératives, syndicats professionnels… - autour d'une démarche volontaire.

Quel bilan en tirez-vous et quels sont vos enjeux à venir ?

Premier indicateur, le niveau d'adhésion du monde agricole à la démarche d'Adivalor. Nous sommes à 285 000 exploitants apporteurs, 1 200 opérateurs de collecte (coopératives et négoces agricoles) et on estime que 70 % des intrants en fin de vie sont traités. Second indicateur, la capacité d'Adivalor, non pas seulement à éliminer, mais à recycler ces déchets. Aujourd'hui, 100 % des big-bags, 99 % des films plastiques, 2 bidons sur 3 sont recyclés et renaissent sous la forme de matériaux isolants ou de raccords plastiques. Notre feuille de route 2015-2020, au-delà du soutien aux démarches volontaires, met l'accent sur la nécessité désormais d'amener tous les flux à ce même niveau de performance. Elle est également ambitieuse sur la collecte de flux encore non traités à ce jour, comme les filets paragrêles, les gaines d'irrigation, les équipements de protection individuelle.

Qu'attendez-vous d'un partenaire comme Coved ?

Coved est notre premier opérateur de collecte et de valorisation. Ils ont compris dès le départ que ces déchets de l'agro fourniture devaient faire l'objet d'une organisation et d'un savoir-faire spécifiques. Ils ont su également mettre un outil industriel capable de s'adapter à la saisonnalité de la collecte, les intrants étant utilisés par les agriculteurs aux mois d'avril-mai puis novembre-décembre. Enfin, j'attends d'un partenaire qu'il trouve des solutions innovantes pour améliorer le traitement de ces déchets. Comme en 2011 où Coved a construit une unité de broyage-lavage de PEHD à La Chapelle-Saint-Luc (Aube). Ou, actuellement, le projet d'unité pilote pour le traitement des films agricoles usagés, dans le cadre du projet Rafu. Un flux compliqué à gérer du fait de la présence importante de terre et d'eau dans les déchets. Coved, à son niveau, est un des acteurs clés qui contribue à faire de la « ferme France » une ferme « propre » !

PROGRESSER POUR LES COLLABORATEURS

12 000 collaborateurs

2014 : lancement du projet Phoenix de transformation numérique du Groupe

Près de 12 000 femmes et hommes unissent leurs expertises et savoir-faire pour servir les territoires. Dans un contexte de profonde mutation de ses métiers, le Groupe veille à accompagner l'évolution professionnelle de ses collaborateurs et porte une attention soutenue à leur santé et leur sécurité. Il encourage le développement des talents en respectant l'égalité des chances et la diversité.

Les collaborateurs ACTEURS DE LA TRANSFORMATION du Groupe

Développer les compétences

Nouveaux métiers, nouvelles fonctions, nouveaux outils : le changement s'accompagne et le développement des compétences constitue un levier clé. En 2014, les orientations prioritaires de **formation** ont concerné la **conduite du changement**, les **formations techniques métiers** intégrant les nouvelles technologies et la **sécurité**, qui demeure un enjeu majeur. Dans le cadre du projet Néau 2015, près de 400 collaborateurs du pôle Eau ont bénéficié d'un programme de formation axé sur l'accompagnement managérial. La démarche « DyRH » de Coved, relance, quant à elle, une nouvelle dynamique auprès des managers : « accompagner » et « former » constituent deux thèmes prioritaires.

Près de 50 %
des collaborateurs du Groupe ont bénéficié d'une formation en 2014

Afin de faciliter les évolutions de carrière, l'**atelier des compétences**, accessible depuis l'intranet Saur, rassemble depuis 2014 les informations liées à la formation et aux compétences. Parallèlement, le **partage des connaissances et des savoir-faire** s'organise. Saur déploie de nouveaux **outils collaboratifs** - solutions de communication plus conviviales, outils de partage de documents, vidéothèque avec fonctionnalités participatives - afin de favoriser le travail en réseau, capitaliser les connaissances et partager les informations de manière plus fluide et plus efficace.

Favoriser l'expression des talents

Le Groupe impulse de nouvelles stratégies collaboratives pour faire émerger les innovations et exprimer les talents de ses collaborateurs. Le projet Phoenix de transformation numérique de l'entreprise s'appuie sur un **management participatif et décloisonné**, organisé en chantiers stratégiques. « Sponsors », « champions », « IT leaders », membres des comités de pilotage : près de 100 collaborateurs issus des différentes entités du Groupe sont au cœur du projet. Les « journées Phoenix », tenues dans les CPO ou au centre Nodus de Coved, permettent de partager la vision et les avancements du projet et de présenter aux collaborateurs les nouveaux outils et applications.
Le Groupe mène par ailleurs de multiples opérations favorisant la **cohésion d'équipe** parmi lesquelles en 2014 le « Happy Tour » de Coved, les regards croisés (« vis ma vie ») entre ordonnanceurs et agents de terrain du pôle Eau, les « trophées » Blue Green récompensant les meilleurs directeurs de golf et intendants de parcours, ou encore une vidéo en Arabie saoudite qui valorise l'engagement des collaborateurs de MaSa ainsi que la diversité et technicité de leurs métiers.

Coved Happy Tour
lien vers la vidéo

Se mobiliser pour la SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Préserver la santé et la sécurité des collaborateurs constitue un objectif prioritaire du Groupe. Le système de management de la sécurité, conforme au référentiel OHSAS 18001, porte les actions menées par Saur pour la **prévention des risques** professionnels. Si les performances du Groupe en matière de sécurité affichaient une tendance positive ces dernières années, les résultats 2014 n'ont pas été à la hauteur des enjeux, avec une accidentologie globale en hausse. Ces résultats soulignent la fragilité des acquis et la nécessaire mobilisation et rigueur de tous pour ancrer durablement une culture de la sécurité.

LA SÉCURITÉ, POUR NOUS C'EST VITAL

Concernant l'**activité eau**, une vaste **campagne de communication** « la sécurité pour nous c'est vital » a été déployée en 2014 auprès des collaborateurs au travers d'affiches percutantes, conçues sur le ton de l'audace. Objectif : interpeller, faire parler et responsabiliser chaque collaborateur sur le respect des règles de sécurité et l'adoption de nouveaux comportements. Ce message fort de prévention a été accompagné d'**actions managériales** pour que la sécurité soit une priorité absolue à tous les niveaux.

Dans les métiers de la **propreté**, les activités de collecte des déchets sont les plus concernées par les accidents du travail. En 2014, Coved a engagé sur l'ensemble des exploitations de collecte un plan d'actions de conduite du changement, mené par une **ergonome**. Après analyse des **pratiques de collecte**, un module « habiletés partagées » a été déployé auprès des chauffeurs et des ripeurs.

LES RESSOURCES HUMAINES À L'HEURE DIGITALE

La société est considérablement impactée par les nouveaux outils numériques. Ils participent à l'évolution des comportements et des usages au quotidien, tant au niveau personnel que professionnel. Cette transformation dans les modes d'échanges de données et de collaboration se doit d'être anticipée et prise en compte dans la politique de gestion des ressources humaines d'un groupe comme Saur, fort de 12 000 collaborateurs.

Dans le cadre du projet Phoenix de transformation numérique du Groupe, cela ne se limite pas à équiper les collaborateurs de nouveaux outils comme les smartphones ou les tablettes, mais amène également à repenser dans leur globalité les outils de gestion RH, notamment le système d'information (SIRH) utilisé.

Les objectifs de la démarche sont multiples :
Côté métiers :
- harmoniser et optimiser les processus RH au niveau Groupe,
- ouvrir le SIRH à l'ensemble des collaborateurs,
- offrir aux collaborateurs et aux managers de nouveaux services RH (dématérialisation, solutions mobiles, portail RH…),
- faciliter la prise de décision des managers en améliorant et en partageant les reportings RH.

Côté SIRH :
- se doter d'un outil moderne, performant et ergonomique,
- bénéficier d'un service fiable, sécurisé, maintenu et évolutif,
- piloter un SIRH global, intégré et partagé avec l'ensemble des collaborateurs.

4 juin 2014
« kick-off meeting » du chantier SIRH

40 acteurs
du Groupe mobilisés sur le projet

Plus de **10 000 collaborateurs**
concernés

La modernisation du SIRH du Groupe, dédié à la gestion de l'intégralité des thématiques de ressources humaines (gestion administrative, paie, congés payés, carrières, entretiens annuels, formations…) a été lancée en juin 2014. Une quarantaine de collaborateurs de l'entreprise, issus des filières RH, exploitation, comptabilité, finances, communication et smart technologies, est mobilisée autour de ce chantier programmé sur 18 mois. L'ambition est tout à la fois d'harmoniser et de simplifier les processus métiers et de créer de la valeur ajoutée dans une dynamique d'équipe fortement mobilisatrice.
ADP, leader des services de gestion des ressources humaines et éditeur de la solution numérique retenue, accompagne le Groupe dans cette démarche.

Le nouveau portail, baptisé « Humany », a été ouvert à l'ensemble des collaborateurs fin 2014.
Premier service mis à disposition : la gestion des entretiens annuels dématérialisés. Après un premier test réussi au cours de l'été 2014, cette forme d'entretien inédite dans le Groupe a été déployée auprès de 5 000 collaborateurs début 2015. Elle facilite la gestion de carrière des collaborateurs (mobilité géographique, souhaits d'évolution et projets professionnels) ainsi que l'élaboration des plans de formation.
D'autres applications RH viendront enrichir le portail d'ici 2016 pour une gestion RH plus efficiente, un travail en mode collaboratif facilité et une communication avec les collaborateurs accrue.

LE PARTAGE DE SAVOIRS EN MODE SMART

Plusieurs milliers de collaborateurs du Groupe interviennent chaque jour sur le terrain. Afin qu'ils puissent disposer, en tout temps et en tout lieu, d'informations pour réaliser les interventions et régler les équipements, Saur a développé en 2014 une plateforme regroupant vidéos et documents, accessible en mobilité.
Parallèlement, des smartphones et tablettes, testés en 2014 dans différentes régions, sont progressivement mis à disposition des collaborateurs et permettront de faciliter les consultations sur le terrain. Environ 1 000 collaborateurs en seront équipés d'ici l'été 2015.

Agir pour l'ÉGALITÉ DES CHANCES

S'enrichir de la diversité

Favoriser la diversité en entreprise c'est avant tout **lutter contre les discriminations**. Dès 2009, le Groupe a affiché son engagement en signant avec les partenaires sociaux un accord sur l'égalité des chances, la diversité et l'emploi des seniors. Cet accord, renégocié en 2013, assure aux collaborateurs le respect des droits et principes de non-discrimination ainsi que l'égalité de traitement en matière de recrutement, de rémunération, de formation et de déroulement de carrière. Depuis 2014, un **dispositif d'alerte** en matière de discriminations est opérationnel. Il permet à un collaborateur ou candidat à un emploi de porter à la connaissance de l'entreprise des situations de discrimination, telles qu'énoncées par le code du travail, dont il s'estime victime ou dont il est témoin. Les réclamations ou alertes sont recueillies et traitées de manière confidentielle par un comité dédié.

Les **contrats de génération** mis en place fin 2013 sur les différentes entités du Groupe portent leurs fruits. Sur les activités Eau de Saur en France en 2014, le recrutement en CDI de salariés âgés de 50 ans et plus dépasse l'objectif fixé à 4 %. Le maintien dans l'emploi des seniors âgés de 56 ans et plus a été garanti. Ils représentent 8,6 % de l'effectif total, en progression par rapport à 2013.

En matière d'**intégration du handicap**, le Groupe agit à la fois sur les emplois directs et indirects : diffusion des offres d'emplois auprès de l'Agefiph, aménagement de postes de travail, sensibilisations internes, opérations « un jour, un métier » en partenariat avec Cap Emploi et achats auprès du secteur protégé.
L'engagement du Groupe se prolonge au-delà de l'emploi. Certains campings de la chaîne Flower Campings sont **labellisés « Tourisme et Handicap »**. Blue Green favorise, en partenariat avec les associations sportives, la pratique du golf pour les joueurs handicapés et a accueilli en 2014 les compétitions inter-ligues **handigolf** sur le golf des Fontenelles (Vendée) et Handi Pro-Am sur le golf de Nantes-Erdre (Loire-Atlantique).

Soutenir l'intégration professionnelle

Le Groupe accompagne l'**insertion des jeunes** dans le monde du travail. Il propose de nombreuses opportunités d'alternance en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Les jeunes sont encadrés par un tuteur qui bénéficie d'un accompagnement pour mener à bien sa mission. En 2014, le Groupe a employé 342 alternants pour la préparation de diplômes allant du CAP au titre d'ingénieur.

Le CFA (centre de formation par l'apprentissage) de Saur a enregistré d'excellents résultats en 2014 avec 93,5 % de réussite aux examens pour les trois cursus diplômants préparés. 60 % des apprentis reçus à leur examen ont intégré le Groupe.
Dans les activités golfiques, Blue Green a accueilli 32 **emplois d'avenir** en 2014 et poursuit cette dynamique en 2015. Les collaborateurs intégrés occupent des postes variés : chargés de clientèle, jardiniers, commissaires de parcours… Ils sont accompagnés par des professionnels de l'entreprise et bénéficient d'un plan de formation afin de devenir les collaborateurs et responsables de demain de Blue Green. Plus largement, le Groupe travaille avec les **structures locales d'insertion** pour intégrer dans ses équipes des publics éloignés de l'emploi ou réserver sur ses chantiers un volume d'heures d'insertion sociale et professionnelle. En parallèle, il soutient, via son fonds de dotation **Saur Solidarités**, des projets d'insertion professionnelle en partenariat avec le monde associatif.

DyRH, pour une gestion dynamique des ressources humaines chez Coved

Patrick MEIGNEN - Directeur des ressources humaines de Coved

Patrick, pouvez-vous nous expliquer la démarche que vous avez engagée avec DyRH ?

Il y a quelques mois, nous avons décidé avec le comité exécutif de mettre l'accent sur les ressources humaines. Nous voulions relancer et mobiliser les énergies, tout en donnant des repères à l'ensemble de nos collaborateurs. DyRH, c'est un clin d'œil, qui réunit la dynamique que nous souhaitons et son périmètre d'application, à savoir les RH.

Pourquoi avoir choisi d'agir et de travailler dans ce domaine ?

Nous avons tous à l'esprit que Coved, comme toute entreprise, existe, se développe et performe avec et grâce à ses collaborateurs. Aussi, nous repartons des fondamentaux pour mettre en œuvre des actions concrètes, utiles et efficaces pour les managers et collaborateurs.

Et dans les faits, cela se concrétise comment ?

DyRH, c'est 5 thèmes déclinés en 15 chantiers, sur un timing de neuf mois. Un calendrier serré qui nous mène jusqu'au mois de juin 2015, avec et autour des thèmes que sont « Piloter », « Accompagner » « Former », « Recruter », « Communiquer », les incontournables en ressources humaines.
C'est avant tout un travail d'équipe RH, mais pas que. Nous associons et sollicitons aussi les exploitants pour valider nos approches et travaux, mais aussi pour qu'ils se les approprient.

Aujourd'hui, où en est DyRH ?

Nous mettons à disposition de nos managers des outils simples et pragmatiques, à l'image du guide RH du manager, de la refonte des parcours d'intégration, du comité carrières. Les prochains sujets seront la création de la communauté des managers, avec une action de formation pour nos chefs d'équipe et d'exploitation, nos managers de proximité. Nous maintenons la dynamique.
À venir, nos enjeux porteront sur notre capacité à animer les différents thèmes et à organiser la communication en interne.

PERFORMANCES EXTRA-FINANCIÈRES

2014

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Le reporting du Groupe, présenté pour l'exercice 2014, se base sur les lignes directrices du Global Reporting Initiative (version 4). Le protocole de reporting, établi par la direction développement durable, définit de manière précise chaque indicateur ainsi que les outils internes de consolidation utilisés pour produire les données au niveau du Groupe. Ces données sont vérifiées et validées à la source, puis font l'objet de tests de cohérence lors des étapes de consolidation par les directions émettrices et la direction développement durable.

PÉRIMÈTRE

Le reporting quantitatif couvre, en France, les activités de Saur et de ses filiales (hors filiales foncières et financières) pour lesquelles le Groupe détient une participation supérieure ou égale à 50 %. Il intègre, pour l'international, les implantations principales : Arabie saoudite, Arménie, Espagne, Pologne, Royaume-Uni, suivant le même principe de participation majoritaire. Les prestations sous-traitées sont exclues. Ce périmètre représente plus de 95 % des effectifs du Groupe.
Suivant la nature des indicateurs, les valeurs de certaines entités peuvent ne pas être significatives et ne sont alors pas prises en compte. De même, certains indicateurs spécifiques à certaines activités ne concernent que des périmètres restreints. Dans ces cas, les limitations de périmètre sont indiquées ci-après.

HISTORIQUE

L'historique des indicateurs est présenté sur deux ans.
Les variations de périmètre provenant de cession, création, cessation d'activité, de gain ou de perte de contrats sont intégrées dans les indicateurs. Elles sont inhérentes à l'activité du Groupe : services en délégation de service public, contrats d'ingénierie/travaux.

Indicateurs SOCIAUX

Les données consolidées sur le périmètre de la France sont établies suivant les mêmes bases de calcul que celles des bilans sociaux. Dans le cadre des management contracts, seuls les salariés du Groupe sont inclus dans le périmètre.

Effectifs

Les chiffres correspondent au nombre de salariés présents au 31 décembre de l'exercice. Ils incluent les fonctionnaires détachés, les saisonniers et les expatriés.

Turnover

Sont considérés comme embauches externes, tous les recrutements hors du périmètre du Groupe.

Rémunérations

Les salaires versés en monnaie étrangère sont convertis en Euros au cours du 31 décembre de l'exercice concerné.

Organisation, durée du travail et absentéisme

Le nombre d'heures supplémentaires correspond à celui intégré dans les fichiers de traitement de paye.
Le taux d'absentéisme est égal au nombre de jours ouvrés d'arrêt (accidents du travail et de trajet, maladie, maternité, absences pour évènements familiaux, absences autorisées non payées ou non autorisées non payées, pour grève, mise à pied et mi-temps thérapeutique) divisé par le nombre total de jours de travail.

Formation

Seules les formations donnant lieu à facturation (interne ou externe) sont prises en compte. Le total des dépenses de formation comprend les coûts salariaux des collaborateurs formés, les frais de transport et d'hébergement et les coûts pédagogiques.

Sécurité

Les taux de fréquence et de gravité sont établis tels que définis dans l'arrêté du 12 décembre 1985.

Représentation du personnel

Les représentants du personnel sont comptabilisés à partir des listes de représentants élus ou nommés, et des listes fournies par les directions des syndicats, des membres titulaires et suppléants des différentes instances représentatives des entités : les délégués syndicaux, les délégués du personnel, les membres des comités d'entreprise et du comité central d'entreprise, les délégations uniques du personnel.

Indicateurs ENVIRONNEMENTAUX

Eau

La consommation d'eau est essentiellement liée à l'activité de production d'eau potable de Saur. La valeur publiée correspond à la quantité d'eau brute prélevée dans le milieu naturel pour la production d'eau potable et/ou pour de l'irrigation.

Eau potable

Le rendement de réseau, l'indice linéaire de perte, les taux de conformité sont estimés suivant les définitions P104.3, P106.3, P101.1, P102.1 des indicateurs réglementaires du Maire. Ces définitions sont publiées sur le site www.services.eaufrance.fr.

Assainissement

Le volume d'eaux usées traitées est consolidé pour les stations d'épuration (Step) de capacité supérieure ou égale à 2 000 habitants, seuil au-delà duquel s'applique l'obligation d'un suivi continu du débit et d'un contrôle régulier du rejet. Pour ces Step, les rendements épuratoires sont évalués par le ratio entre les quantités de pollution éliminées et celles reçues sur la Step. Elles sont estimées par les analyses de demande chimique et biologique en oxygène (DCO et DBO).

Déchets

Déchets d'activité

Les boues issues du traitement des eaux usées constituent la principale source de déchets. À des fins de comparabilité, la quantité est exprimée en matière sèche, indépendante du taux d'humidité.

Sont considérées comme filières de valorisation : le compostage, l'épandage agricole, la valorisation thermique et l'enfouissement valorisant le biogaz.

Gestion des déchets par la filiale propreté

Les quantités entrantes, pesées sur site lors de chaque réception, sont issues des logiciels de gestion associés à la facturation.
La part de déchets valorisée correspond aux nouvelles matières premières vendues par Coved. Celles valorisées par Coved mais facturées par les collectivités ne sont pas comptabilisées. Le taux de valorisation se trouve de ce fait sous-estimé.
Les lixiviats des centres de stockage de déchets sont tous collectés. Leur conformité est vérifiée, soit par rapport à l'arrêté préfectoral s'ils sont traités sur site et restitués au milieu naturel, soit par rapport aux clauses contractuelles s'ils sont pris en charge par un prestataire. Le taux de conformité est le ratio entre le nombre d'analyses conformes et celui des analyses réalisées.

Énergie

Dans le cadre des management contracts, seules les consommations d'énergie des salariés du Groupe sont inclues dans le périmètre.
La consommation d'énergie primaire inclut les consommations de carburants (gasoil, GNV) des véhicules et des engins, les consommations de gaz naturel et de fioul des bâtiments et des process.
La consommation d'électricité inclut les bâtiments, les équipements techniques et bureautiques. Les ratios par m^3 produit et kg de DCO éliminée, obtenus en isolant les consommations liées à l'exploitation, permettent de suivre l'efficacité énergétique des process eau et assainissement, qui constituent les postes de consommation électrique les plus élevés. La consommation d'électricité « verte », produite à partir d'énergies renouvelables, est consolidée à partir des certificats délivrés par le fournisseur.
La production d'énergie renouvelable à partir du biogaz comprend l'électricité vendue et la chaleur utilisée, sur site, par les centres de stockage de déchets.

Air

Les émissions totales de gaz à effet de serre (GES), correspondent aux scopes 1 et 2 réglementaires.
Les émissions directes prises en compte (scope 1), composées de CO_2, CH_4, N_2O, proviennent de :
- la combustion de carburants et de gaz naturel (émissions calculées avec le tableur Bilan Carbone©)
- la décomposition des déchets au sein des centres d'enfouissement (déclaration annuelle réglementaire au registre du Gerep)
- l'assainissement des eaux usées (émissions calculées suivant le référentiel établi par l'Astee - association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement et validé par l'Ademe).

Les émissions indirectes liées à la consommation d'électricité (scope 2) sont évaluées, avec le tableur Bilan Carbone©, en décomposant la consommation par pays de production.
Les émissions évitées sont estimées sur la base des quantités de nouvelles matières premières valorisées et d'énergie produite à partir de biogaz, affectées des facteurs d'émission associés. Ces facteurs sont issus soit du tableur Bilan Carbone©, soit du guide EpE (entreprises pour l'environnement) des émissions liées à la gestion des déchets.

INDICATEURS SOCIAUX

	FRANCE			FRANCE & INTERNATIONAL			Corresp. GRI4
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
EFFECTIFS							
Emploi & diversité							
Effectif total Groupe au 31/12	11 544	11 116	10 628	12 790	12 339	11 903	
Effectif des hommes	9 348	9 024	8 668	10 328	9 994	9 680	G4-LA12
Effectif des femmes	2 196	2 092	1 960	2 462	2 345	2 223	G4-LA12
Effectif des cadres	1 512	1 441	1 391	1 698	1 599	1 614	G4-LA12
Effectif des non cadres	10 032	9 675	9 237	11 063	10 734	10 289	G4-LA12
Taux de salariés en CDI	93 %	94 %	94 %	93 %	94 %	93 %	
Taux de jeunes (moins de 25 ans)	7 %	6 %	6 %	NC	NC	6 %	G4-LA12
Taux de seniors (plus de 55 ans)	12 %	13 %	13 %	NC	NC	14 %	G4-LA12
Taux de salariés handicapés (Groupe ou via sous-traitance)	3,4 %	4,3 %	4,6 %	3,2 %	4,0 %	4,2 %	G4-LA12

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR TRANCHE D'ÂGE (2014)

Turn-over							
Nombre total d'embauches externes	2 271	1 601	1 661	2 376	1 749	1 855	G4-LA1
• dont taux en CDI	47 %	41 %	40 %	46 %	39 %	38 %	
Nombre total de départs (hors mutations)	2 117	2 029	1 879	2 285	2 170	2 054	
• dont taux de démissions	16 %	12 %	9 %	16 %	12 %	10 %	
• dont taux de licenciements	11 %	16 %	15 %	12 %	15 %	14 %	
Nombre de mutations	186	213	287	214	232	310	

	FRANCE			FRANCE & INTERNATIONAL			Corresp. GRI4
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
RÉMUNÉRATIONS, CHARGES SOCIALES ET PARTICIPATION							
Masse salariale totale brute	331 779 043 €	330 119 008 €	324 425 777 €	367 363 701 €	363 950 412 €	360 832 823 €	G4-EC1
Charges sociales patronales	148 199 738 €	156 886 114 €	153 084 223 €	155 985 071 €	164 035 221 €	160 686 045 €	G4-EC1
Montant global de la réserve de participation	14 216 429 €	6 208 901 €	4 621 215 €	14 216 429 €	6 208 901 €	4 621 215 €	G4-LA2
ORGANISATION, DURÉE DU TRAVAIL ET ABSENTÉISME							
Rapport heures supplémentaires / heures théoriques	2,2 %	2,1 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %	2,2 %	
Taux d'absentéisme total	4,1 %	4,1 %	3,7 %	4,0 %	4,2 %	4,0 %	G4-LA6
• dont absentéisme pour maladie	2,6 %	2,6 %	2,8 %	2,7 %	2,7 %	2,9 %	G4-LA6
FORMATION							
Nombre d'heures de formation	110 162	117 201	115 692	134 006	144 217	147 092	G4-LA9
Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'au moins 1 stage	5 122	5 160	5 005	6 142	6 133	5 750	G4-LA10

FORMATION DES COLLABORATEURS
Dépenses de formation
(% masse salariale)

CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ							
Taux de fréquence des accidents avec arrêt	19,30	19,60	21,70	18,74	19,49	22,09	G4-LA6
Taux de gravité	0,73	0,61	0,96	0,67	0,60	0,89	G4-LA6
REPRÉSENTATION DU PERSONNEL							
Nombre total de représentants du personnel (hors CHSCT)	1 039	1 005	972	1 072	1 070	1 033	
Nombre de membres du CHSCT	186	218	196	212	249	241	G4-LA5

CDI : contrat à durée indéterminée - CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail - NC : non communiqué.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

	Unité	FRANCE 2012	FRANCE 2013	FRANCE 2014	FRANCE & INTERNATIONAL 2012	FRANCE & INTERNATIONAL 2013	FRANCE & INTERNATIONAL 2014	Corresp. GRI4
MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL								
Part du CA couvert par une certification Iso 14001	%	70	74	82	NC	NC	NC	
EAU								
Consommation d'eau								
Volume d'eau prélevé au milieu naturel	Mm^3	682	667	657	790	771	758	G4-EN8
Eau potable								
Rendement des réseaux	%	79	78[2]	79[1]	78	77[2]	78[1]	G4-EN27
Indice linéaire de perte	$m^3/km/j$	2,1	2,2	2,2	2,4	2,5	2,5	G4-EN27
Taux de conformité bactériologique	%	98,9	98,7	99,1	99,0	98,8	99,2	G4-PR2
Taux de conformité physico-chimique	%	98,4	98,4	97,5	98,5	98,5	97,8	G4-PR2

PRODUCTION D'EAU POTABLE (en Mm^3)

2011	2012	2013	2014
738	726	724	712

EAUX USÉES ASSAINIES (en Mm^3)
Ensemble des Step

2011	2012	2013	2014
504	549	530	528

	Unité	FRANCE 2012	FRANCE 2013	FRANCE 2014	FRANCE & INTERNATIONAL 2012	FRANCE & INTERNATIONAL 2013	FRANCE & INTERNATIONAL 2014	Corresp. GRI4
Assainissement								
Eaux usées traitées (Step ≥ 2 000 p.e.)	Mm^3	361	335	331	529	505	503	
Rendement épuratoire en DCO	%	93,2	94,2	94,4	92,0	92,1	91,6	G4-EN22/EN27
Rendement épuratoire en DBO	%	97,9	98,2	98,1	96,5	96,4	95,8	G4-EN22/EN27
DÉCHETS								
Déchets générés par l'activité								
Boues produites par l'activité des Step	tonnes MS	60 057	67 779[2]	69 111	90 403	101 872[2]	105 097	G4-EN23
• dont part valorisée	%	96	97	97	94	94	91	G4-EN23
Déchets générés par les territoires								
Déchets réceptionnés en centre de stockage	tonnes MB	885 535	810 269	792 609	885 535	810 269	792 609	
Déchets traités sur plateforme de compostage	tonnes MB	90 548	100 186	103 091	90 548	100 186	103 091	
Déchets traités en centres de tri ou valorisation	tonnes MB	572 186	523 941	511 964	572 186	523 941	511 964	
• dont part valorisée	%	58	63	62	58	63	62	G4-EN27

VALORISATION MATIÈRES (en tonnes)

Boues de Step

Déchets des territoires

2011	2012	2013	2014
434 685	420 291	424 506	405 235

	Unité	FRANCE 2012	FRANCE 2013	FRANCE 2014	FRANCE & INTERNATIONAL 2012	FRANCE & INTERNATIONAL 2013	FRANCE & INTERNATIONAL 2014	Corresp. GRI4
Lixiviats issus des centres de stockage								
Quantité de lixiviats traités ou recyclés	m³	108 077	140 434	146 448	108 077	140 434	146 448	G4-EN22
Taux de conformité des lixiviats traités	%	95	95	86	95	95	86	
ÉNERGIE								
Consommation énergétique								
Consommation d'énergie primaire	MWh	409 312	396 230	379 150	421 255	408 454	390 646	G4-EN3
Consommation d'électricité	MWh	912 223	902 306	887 762	1 144 905	1 127 929	1 114 191	G4-EN3
Consommation d'électricité « verte » produite à partir d'EnR	MWh	42 918	42 032	38 497	42 918	42 032	38 497	G4-EN3
Efficacité énergétique								
Consommation d'électricité par m³ d'eau produite	kWh/m³	0,71	0,68	0,71	0,80	0,77	0,80	G4-EN5
Consommation d'électricité par kg DCO éliminée	kWh/kg	1,1	1,4	1,4	1,0	1,2	1,2	G4-EN5
Économies d'énergie certifiées	MWh Cumac	-	34 665	73 302	-	34 665	73 302	G4-EN6
Production d'énergie renouvelable								
Énergie produite à partir du biogaz	MWh	49 731	59 794	59 209	49 731	59 794	59 239	

PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DU BIOGAZ (en MWh)

AIR								
Emissions totales de GES[3]	tonnes CO_2e	395 980	413 590	457 328	524 030	530 571	558 969	
Emissions directes de GES[3]	tonnes CO_2e	279 559	293 690	333 058	299 693	305 285	345 545	G4-EN15
Emissions indirectes de GES liées à la consommation d'électricité[3]	tonnes CO_2e	116 421	119 900	124 270	224 337	225 286	213 424	G4-EN16
Réduction d'émissions de GES	tonnes CO_2e	18 659	16 097	5 565	18 659	16 097	5 565	G4-EN19
Emissions évitées de GES	tonnes CO_2e	270 574	311 396	289 535	270 574	311 396	289 542	
dont émissions évitées par valorisation biogaz	tonnes CO_2e	2 009	2 406	2 498	2 009	2 406	2 505	

(1) : meilleure estimation qui sera précisée en 2016 - (2) : valeur corrigée en 2015 - (3) : facteurs d'emissions modifiés pour les calculs de 2014 suivant la base carbone Ademe d'octobre 2014 - MS : matière sèche - MB : matière brute - Step : station d'épuration - DCO : demande chimique en oxygène - DBO : demande biologique en oxygène - GES : gaz à effet de serre - EnR : énergie renouvelable - NC : non communiqué.

INFORMATIONS CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE, EN APPLICATION DU DÉCRET DU 24 AVRIL 2012

À l'exception de la compagnie des eaux de Royan (CER), aucune entité du Groupe n'est soumise à cette information réglementaire pour l'année 2014. Toutefois, dans un objectif de transparence envers les parties prenantes, le tableau ci-après synthétise les informations à caractère social et environnemental du Groupe, telles que définies par le décret du 24 avril 2012. Il fait le lien, le cas échéant, vers les chapitres de ce rapport dans lesquels les informations sont développées.

Informations SOCIALES

Emploi	Effectifs, embauches et licenciements, rémunérations : cf. indicateurs p.60 et 61. Politique d'insertion : cf. p.54-55. Répartition des salariés par âge, en France : **< 25 ans :** 650 **25 à 34 ans :** 2 441 **35 à 44 ans :** 2 872 **45 à 54 ans :** 3 287 **55 à 59 ans :** 1 139 **> 60 ans :** 239
Organisation du temps de travail	Les salariés bénéficient du régime national des 35 heures hebdomadaires. Différents accords, signés avec les organisations syndicales représentatives des salariés, définissent les barèmes d'indemnisation des astreintes et la gestion du Compte Epargne Temps. Cf. indicateurs p.61.
Relations sociales	Un accord relatif au dialogue social et à l'exercice du droit syndical a été signé en 2011 entre la direction du groupe Saur et les organisations syndicales. Il a fait l'objet d'un avenant en 2014. Bilan des accords signés en 2014 : Accord en vue du renouvellement des instances de représentation du personnel dans le cadre de l'UES Eau - Avenant à l'accord de participation du Groupe - Accord d'intéressement du Groupe - Avenant à l'accord relatif à la prime des métiers de l'eau au sein de l'UES Eau - Avenant à l'accord relatif à la prime de marteau piqueur au sein de l'UES Eau - Avenant à l'accord relatif aux classifications des métiers de l'eau - Accord relatif à l'organisation et à l'indemnisation des astreintes au sein de l'UES Eau - Accord relatif au don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade au sein de l'UES Eau - Accord relatif à la gestion prévisionnelle des emplois au sein de l'UES Eau - Accord relatif à la mise en place d'un plan de crise « intempéries » - Accord sur le paysage syndical et le dialogue social de l'UES pôle propreté. Certains de ces accords sont décrits en p. 54.
Santé et sécurité	Cf. p.52 et indicateurs p.61.
Formation	Au cours de l'entretien annuel, le collaborateur définit avec son responsable hiérarchique ses besoins en formation pour l'exercice suivant. Sur cette base, un plan de formation est formalisé chaque année par la direction des ressources humaines en fonction des priorités fixées par l'entreprise. En 2014, l'entreprise a veillé en particulier à : - fournir les formations liées aux habilitations réglementaires et à la sécurité, - adapter les compétences de ses collaborateurs aux évolutions de ses métiers et à l'usage du numérique mobile, - accompagner la conduite du changement. Cf. p.52 et indicateurs p.61.
Égalité de traitement	Le groupe Saur est signataire de la charte diversité, et le mentionne sur toutes ses offres d'emploi. Un accord relatif à l'égalité des chances, la diversité et l'emploi des seniors a été renégocié en 2013. Mesures en faveur de l'égalité des chances : cf. p.54 et indicateurs p.60.

Informations ENVIRONNEMENTALES

Politique générale en matière environnementale	La protection de l'environnement est au cœur des activités de l'entreprise : cf. matérialité des enjeux en p.19. Les actions mises en œuvre sont décrites dans les différentes parties de ce rapport et les indicateurs figurent en p.62 et 63. Le système de management de l'environnement est piloté par le siège du Groupe et déployé au sein de chacune des entités. Cf. p.62 le taux d'activité certifié Iso 14001. Les collaborateurs sont notamment sensibilisés : - au tri des déchets, à leur valorisation ou à leur évacuation par des filières spécialisées, - aux économies d'énergie, - à la préservation de la biodiversité et des milieux aquatiques : cf. p.37 pour l'Arabie saoudite.
Pollution et gestion des déchets	1- Mesures de prévention, réduction et réparation des rejets dans l'air, l'eau et le sol Eau : de par les activités de l'entreprise, l'impact potentiel majeur est celui du rejet des effluents traités sur le milieu naturel. Cf. p.34 à 37 et indicateurs p.62 (rendements épuratoires des stations d'épuration et suivi des lixiviats des centres d'enfouissement des déchets). Air : le traitement de l'air des stations d'épuration permet de limiter les nuisances liées au traitement des eaux usées. L'outil Olfaweb™ permet la caractérisation et la surveillance des émissions d'odeurs sur plusieurs sites d'assainissement des eaux et de gestion des déchets. Sols : de par les activités de l'entreprise, l'impact potentiel majeur est celui des centres d'enfouissement de déchets non dangereux gérés par Coved. Afin d'éviter toute contamination, une géomembrane étanche, empêchant tout contact direct et toute infiltration de lixiviats, est positionnée entre le sol et les déchets enfouis. L'étanchéité de la géomembrane est contrôlée, par un tiers, à réception (vérification des soudures). Le contrôle de l'amincissement de la membrane par champ électrique peut également être mené. Par ailleurs, pour l'ensemble des activités, des procédures opérationnelles de prévention des risques sont mises en place afin d'éviter les pollutions accidentelles des sols (par exemple au cours de dépotages). 2- Mesures de prévention, de valorisation et d'élimination des déchets Cf. p. 46 à 49 et indicateurs p.62. 3- Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution Dans le cadre de la certification Iso 14001, une analyse des risques environnementaux et des niveaux de maîtrise est menée lors de la prise en charge des contrats et actualisée de manière régulière. Les différents risques identifiés sont priorisés et des mesures préventives mises en œuvre lorsque cela s'avère nécessaire.
Utilisation durable des ressources	L'eau est la ressource la plus impactée par l'activité de l'entreprise. Les mesures prises afin de la préserver sont indiquées en p.28 à 31. Les mesures de maîtrise et valorisation énergétique, transverses à nos différents enjeux, sont mentionnées dans différentes parties de ce rapport, notamment p.48-49. Les indicateurs concernant les consommations d'eau et d'énergie sont publiés p.62 et 63.
Changement climatique	Cf. indicateurs en p.63 (émissions directes, indirectes, réduites et évitées). Mesures d'adaptation au changement climatique et au stress hydrique : cf. p.24, 30-31, 34 et 36.
Protection de la biodiversité	Pour tous ses métiers, le Groupe s'attache à gérer ses sites dans le respect des milieux naturels et s'appuie sur l'expertise d'associations de protection de la nature. Ses modes d'action sont multiples : inventaires faune flore et mesures de conservation, gestion différenciée des espaces verts, intégration paysagère des ouvrages, actions de sensibilisation du grand public… Cf p.37 et 43.

Engagements SOCIÉTAUX

Impact territorial, économique et social	Les engagements en matière de qualité et de continuité de service sont détaillés en p.22 à 25. Le partage de la valeur et la participation au développement local font également partie des engagements du Groupe. Cf. p.13 et 14-15. Le Groupe travaille avec les structures locales d'insertion (cf. p.55) et le fonds de dotation Saur Solidarités permet parallèlement de mener des actions de solidarité (cf. p.42 et 55).
Relations avec les parties prenantes	Les collaborateurs du Groupe sont quotidiennement au contact des acteurs locaux : clients, riverains, consommateurs… Depuis plus de 80 ans, le Groupe met la proximité au cœur de ses métiers et de ses valeurs d'entreprise. Cf. p16-17. Les relations sont construites dans le respect de la charte éthique formalisée en 2014 : cf. p.9.
Sous-traitance et fournisseurs	Les contrats cadres du groupe Saur, formalisant les engagements du fournisseur ou sous-traitant, comportent une clause d'engagement en matière environnementale et sociale, notamment en matière de droit du travail. Les contractualisations sont menées dans le respect de la charte éthique formalisée en 2014 : cf. p.9.

CORRESPONDANCE AVEC LES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

NOUS SOUTENONS LE PACTE MONDIAL

Lancé en 2000 par les Nations Unies, le Pacte mondial (ou Global Compact) est une initiative internationale d'engagement volontaire en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

À travers son adhésion depuis 2003 au Pacte mondial, le groupe Saur affirme son engagement envers les 10 principes universellement acceptés touchant les droits de l'Homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Chaque année, le Groupe renouvelle son engagement et communique sur les actions menées pour concrétiser et promouvoir les valeurs fondamentales du Pacte mondial.

Les 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies

Droits de l'Homme

1. Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme
2. Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'Homme

Normes internationales du travail

3. Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective
4. Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire
5. Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants
6. Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession

Environnement

7. Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
8. Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Lutte contre la corruption

10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

PACTE MONDIAL	ENGAGEMENTS ET RÉALISATIONS 2014	CORRESPONDANCE INDICATEURS GRI4
Droits de l'Homme principes 1 et 2	Le groupe Saur est engagé dans une relation responsable avec ses fournisseurs et sous-traitants. Les conditions générales des contrats d'achat passés par le Groupe intègrent une clause qui engage le fournisseur à respecter les conventions internationales relatives au droit du travail. Le non respect de cette clause est un motif de rupture dudit contrat. Le groupe Saur applique les droits du travail des pays concernés pour ses salariés et ceux de ses filiales.	
Normes du travail principes 3 et 6	Les relations régulières avec les partenaires sociaux permettent d'ouvrir des négociations sur des thèmes variés. Un accord relatif au dialogue social et à l'exercice du droit syndical a été signé en 2011 entre la direction du groupe Saur et les organisations syndicales et a fait l'objet d'un avenant en 2014. Plusieurs accords ont été signés en 2014, ils sont listés en p.64 et décrits pour certains d'entre eux en p.54.	G4-LA5
	Le groupe Saur est engagé contre toutes les formes de discriminations et a formalisé cet engagement dans le cadre d'un accord sur l'égalité des chances, la diversité et l'emploi des seniors, signé en 2009 et renégocié en 2013. Depuis 2014, un dispositif d'alerte en matière de discriminations est opérationnel : cf p.54. Le Groupe soutient l'insertion des jeunes dans le monde du travail et agit pour l'intégration du handicap : cf p.54-55 et indicateurs p.60-61.	G4-LA12
Environnement principe 7	De par ses métiers, le groupe Saur exerce une influence réelle sur les enjeux en matière de santé environnementale. Les experts du Groupe développent des solutions pour répondre aux enjeux émergents liés à la qualité de l'eau (pesticides, résidus pharmaceutiques, perchlorates, chlorure de vinyle…) : cf p.36-37 et p.40. Face aux impacts du changement climatique, le Groupe accompagne ses clients pour l'adaptation au stress hydrique ou pour la gestion des événements climatiques extrêmes : cf. p.29 à 31, p.24 et 34.	G4-EN27
Environnement principe 8	La protection de l'environnement est l'essence même des activités de l'entreprise : cf. matérialité des enjeux en p.19 et politique générale en matière environnementale p.65. En interne, le Groupe s'attache à minimiser son empreinte environnementale : cf p.30, 43, 46. Saur propose à ses clients des solutions pour répondre aux enjeux environnementaux de leurs territoires : - instrumentation intelligente des réseaux et ouvrages pour réduire les fuites, les déversements vers le milieu naturel et optimiser la gestion patrimoniale : cf p.28-29, p.34 à 37 et indicateurs p.62, - mise en place de centres de pilotage opérationnel pour un meilleur suivi du fonctionnement des ouvrages : cf p.22 et 48, - tarification incitative des déchets pour réduire la production de déchets, solutions de collecte des biodéchets : cf p.46-47, - prévention des risques de pollutions littorales et surveillance de la qualité des eaux de baignade, prévention des nuisances : cf p.41 à 43. Tous les ans, Saur multiplie les actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement auprès des différents publics : cf p.37 et 46. Il participe à des groupes de travail professionnels pour faire progresser la gestion des déchets : cf p.49.	G4-EN8 G4-EN3
Environnement principe 9	Dans ses différents métiers, le Groupe développe des solutions et procédés visant à un plus grand respect de l'environnement, et favorise l'économie circulaire : - épuration performante des eaux usées : cf p.34 à 36, - filières de réutilisation des eaux usées épurées : cf p.30-31, - production d'énergies renouvelables à partir de biogaz : cf p.48-49 et indicateurs p.63, - valorisation matière des déchets : cf p.46-49 et indicateurs p.62.	G4-EN15/EN16 G4-EN27 G4-EN23
Lutte contre la corruption principe 10	Le Groupe intègre systématiquement la clause anti-corruption de l'OCDE dans ses contrats d'intermédiaires commerciaux. En 2014, le Groupe a réaffirmé son engagement à œuvrer contre la corruption en formalisant sa charte éthique. La charte est accompagnée d'un dispositif d'alerte professionnelle. Le responsable « éthique et déontologie » du Groupe veille à la bonne application de la charte et instruit les alertes professionnelles : cf p.9	

Édition juin 2015 - © SAUR
Conception-réalisation : idées fraîches® / groupe Saur
Photos : Fotolia - Saur - Eric Megret - Didier Lauret - Yann Kvaternik - L'Alsace/Thierry Gachon

Eau • Propreté • Ingénierie • Travaux • Loisirs et Société

Saur
Siège social : Les Cyclades - 1, rue Antoine Lavoisier - 78280 Guyancourt
Tél. : 01 30 60 84 00 - Tlc. : 01 34 52 72 72 - www.saur.com

Saur - S.A.S. au capital de 101 529 000 euros - R.C.S. Versailles 339 379 984
TVA intracommunautaire : FR 28 339 379 984 - NAF 3600 Z